

GRC

GENDARMERIE ROYALE DU CANADA

Au service de la communauté policière depuis 1938

GAZETTE

Vol. 70, N° 2, 2008

www.grc-rcmp.gc.ca

À BOUT PORTANT

**La lutte contre
les gangs
de rue
violents**

Des tendances
menaçantes

Le point sur les gangs au Canada

*Les maras d'Amérique
centrale*

La répression de la violence
extrême des gangs

Premier arrivé sur les lieux
Conseils pour préserver
les preuves médico-légales



Gendarmerie royale
du Canada Royal Canadian
Mounted Police

Canada



Un foisonnement inquiétant

Il y a 15 ans, le phénomène des gangs de rue au Canada attirait à peine notre attention. Même chez les intervenants qui étaient conscients de l'ampleur que prenait la violence liée aux bandes, plusieurs trouvaient le problème assez minime comparativement à ce qui passait chez nos voisins américains, où la situation prenait des allures d'épidémie.

Cette époque est révolue. La culture des gangs, avec toutes ses particularités régionales, est désormais bien vivante au Canada. Des gangs de rue sont actifs dans toutes nos grandes villes – y compris à Toronto et Winnipeg, où leur violence a coûté la vie à deux innocents en 2005, secouant la population –, mais ils s'implacent aussi dans nos municipalités de taille moyenne, nos banlieues, nos réserves autochtones et nos secteurs ruraux.

Aussi tâcherons-nous, dans ce numéro, de mieux comprendre les tendances que présentent les gangs de rue au Canada et ailleurs. Nous verrons comment les dirigeants policiers et communautaires s'attaquent au problème et, surtout, comment ils collaborent à l'enrayer.

A Vancouver, les gangs de rue se sont taillé une place visible dans le lucrative commerce de la drogue. Caroline Ross discute avec des membres de l'Équipe intégrée sur les gangs de la Colombie-Britannique, un groupe clandestin d'enquêteurs et d'analystes qui travaillent à repérer les membres des gangs les plus violents, puis à mener les enquêtes et les poursuites connexes. Vous verrez comment le plus infime détail peut s'avérer crucial pour une enquête.

Le sergent-détective Douglas Quan, du Groupe d'intervention contre les bandes criminalisées et les armes à feu de Toronto, examine le visage et l'évolution des gangs de rue dans la plus grande ville du pays, où ils ne se définissent plus exclusivement en fonction de leur territoire ou de leur origine ethnique et franchissent les limites traditionnelles en quête de richesse et de notoriété.

Selon les statistiques, la plupart des gangs de rue se trouvent dans les grands centres urbains, mais cette réalité tend aussi à changer. Les bandes se dirigent maintenant vers des communautés plus modestes et plus isolées pour trouver de nouveaux territoires et éviter la police. Nous examinons donc trois collectivités des Prairies.

The Pas (Manitoba), La Loche (Saskatchewan) et Hobbema (Alberta) et certaines des mesures que la police y prend pour redresser la situation.

L'auteur David Chettleburgh décrit ce qu'il appelle le métissage des gangs de rue au Canada – une nouvelle vague de bandes multi-ethniques qui s'intéressent davantage à produire des drogues synthétiques qu'à arborer symboles et couleurs. Il énumère les mesures à prendre au cours de la prochaine décennie pour ralentir leur expansion.

De son côté, Luciano Bentenito, du Service correctionnel du Canada, explique pourquoi il faut à tout prix freiner la croissance des gangs dans les prisons pour l'endiguer dans le monde extérieur.

Nous causons aussi avec le sociologue américain Sudhir Venkatesh au sujet de son projet de recherche insolite : il a passé près de 10 ans à observer le chef et les activités d'un gang de rue de Chicago. Nous obtenons également le point de vue de Tony Moreno, ancien membre de l'escouade antigang du LAPD, sur les stratégies qui marchent ou non dans sa ville.

Des rues de Los Angeles et d'autres grandes villes américaines aux quartiers d'Amérique centrale, Héctor Lombardo Morales-Rodriguez, du Bureau du procureur du Guatemala, décrit l'évolution des bandes extrêmement violentes appelées maras. Il explique pourquoi le règlement du problème passe nécessairement par une nouvelle stratégie de répression et une meilleure compréhension de la mentalité de ces gangs.

Enfin, nous présentons deux perspectives sur les gangs de jeunes violents en France. Richard Pla, de la Gendarmerie nationale, aborde le problème à Venissieux et les partenariats opérationnels conclus par la police pour reprimer les gangs avant qu'ils ne s'incrustent, et le criminologue Christophe Souillet fait une comparaison fascinante des gangs en France et au Canada.

Une chose est sûre : les gangs de rue ne passent plus inaperçus. Et nous devons aller au-delà de la répression pour trouver la solution.

Katherine Aldred

Du nouveau sur les bandes de rue à la bibliothèque du Collège canadien de police

www.cpc.gc.ca/library_1.htm

Livres

CHATTERJEE, Jhama. *Gang Prevention and Intervention Strategies – Prévention des bandes et stratégies d'intervention*, Ottawa, Sous-direction de la recherche et de l'évaluation, Direction des services de police communautaires, contractuels et autochtones, Gendarmerie royale du Canada, 2006 HV 6439. C2 C39.

United States Conference of Mayors. *Best Practices of Community Policing in Gang Intervention and Gang Violence Prevention*, Washington, D.C., 2006 HV 6439. U5 Un3.

WATKINS, Derrick. *Gang Investigations: A Street Cop's Guide*, Boston, Jones & Bartlett Publishers, 2007 HV 6439. G35 W32.

Articles

BANIA, Melanie. « The Challenge of Street Gangs in Canada: Imaging a Comprehensive Response – Imaginer une réponse complète au problème des gangs de rue », Canadian Police Chief Magazine = La Revue des chefs de police du Canada, (hiver 2008), pp. 17–25.

GORDON, Robert M. – Criminal Business Organizations, Street Gangs and 'Wanna-be' Groups: A Vancouver Perspective », Canadian Journal of Criminology, vol. 42, no 1 (2000), pp. 39–60.

KATZ, Charles M. – The Establishment of a Police Gang Unit: An Examination of Organizational and Environmental Factors », Criminology, vol. 39, no 1 (2001), pp. 37–73.

McBRIDE, Wesley. « Gang Unit Management », Law Enforcement Executive Forum, vol. 6, no 2 (2006), pp. 49–58.

...Suite à la page 25



Un foisonnement inquiétant

Il y a 15 ans, le phénomène des gangs de rue au Canada attirait à peine notre attention. Même chez les intervenants qui étaient conscients de l'ampleur que prenait la violence liée aux bandes, plusieurs trouvaient le problème assez minime comparativement à ce qui passait chez nos voisins américains, où la situation prenait des allures d'épidémie.

Cette époque est révolue. La culture des gangs, avec toutes ses particularités régionales, est désormais bien vivante au Canada. Des gangs de rue sont actifs dans toutes nos grandes villes – y compris à Toronto et Winnipeg, où leur violence a coûté la vie à deux innocents en 2005, secouant la population –, mais ils s'enracinent aussi dans nos municipalités de taille moyenne, nos banlieues, nos réserves autochtones et nos secteurs ruraux.

Aussi tâcherons-nous, dans ce numéro, de mieux comprendre les tendances que présentent les gangs de rue au Canada et ailleurs. Nous verrons comment les dirigeants policiers et communautaires s'attaquent au problème et, surtout, comment ils collaborent à l'enrayer.

À Vancouver, les gangs de rue se sont taillé une place visible dans le lucratif commerce de la drogue. Caroline Ross discute avec des membres de l'Équipe intégrée sur les gangs de la Colombie-Britannique, un groupe clandestin d'enquêteurs et d'analystes qui travaillent à repérer les membres des gangs les plus violents, puis à mener les enquêtes et les poursuites connexes. Vous verrez comment le plus infime détail peut s'avérer crucial pour une enquête.

Le sergent-détective Douglas Quan, du Groupe d'intervention contre les bandes criminalisées et les armes à feu de Toronto, examine le visage et l'évolution des gangs de rue dans la plus grande ville du pays, où ils ne se définissent plus exclusivement en fonction de leur territoire ou de leur origine ethnique et franchissent les limites traditionnelles en quête de richesse et de notoriété.

Selon les statistiques, la plupart des gangs de rue se trouvent dans les grands centres urbains, mais cette réalité tend aussi à changer. Les bandes se dirigent maintenant vers des communautés plus modestes et plus isolées pour trouver de nouveaux territoires et éviter la police. Nous examinons donc trois collectivités des Prairies

– The Pas (Manitoba), La Loche (Saskatchewan) et Hobbema (Alberta) – et certaines des mesures que la police y prend pour redresser la situation.

L'auteur David Chettleburgh décrit ce qu'il appelle le métissage des gangs de rue au Canada – une nouvelle vague de bandes multi-ethniques qui s'intéressent davantage à produire des drogues synthétiques qu'à arborer symboles et couleurs. Il énumère les mesures à prendre au cours de la prochaine décennie pour ralentir leur expansion.

De son côté, Luciano Bentenuto, du Service correctionnel du Canada, explique pourquoi il faut à tout prix freiner la croissance des gangs dans les prisons pour l'endiguer dans le monde extérieur.

Nous causons aussi avec le sociologue américain Sudhir Venkatesh au sujet de son projet de recherche insolite : il a passé près de 10 ans à observer le chef et les activités d'un gang de rue de Chicago. Nous obtenons également le point de vue de Tony Moreno, ancien membre de l'escouade antigang du LAPD, sur les stratégies qui marchent ou non dans sa ville.

Des rues de Los Angeles et d'autres grandes villes américaines aux quartiers d'Amérique centrale, Héctor Lombardo Morales Rodriguez, du Bureau du procureur du Guatemala, décrit l'évolution des bandes extrêmement violentes appelées maras. Il explique pourquoi le règlement du problème passe nécessairement par une nouvelle stratégie de répression et une meilleure compréhension de la mentalité de ces gangs.

Enfin, nous présentons deux perspectives sur les gangs de jeunes violents en France. Richard Pla, de la Gendarmerie nationale, aborde le problème à Vénissieux et les partenariats opérationnels conclus par la police pour réprimer les gangs avant qu'ils ne s'incrustent, et le criminologue Christophe Soulez fait une comparaison fascinante des gangs en France et au Canada.

Une chose est sûre : les gangs de rue ne passent plus inaperçus. Et nous devons aller au-delà de la répression pour trouver la solution.

Katherine Aldred

Du nouveau sur les bandes de rue à la bibliothèque du Collège canadien de police www.cpc.gc.ca/library_f.htm

Livres

CHATTERJEE, Jharna. *Gang Prevention and Intervention Strategies = Prevention des bandes et stratégies d'intervention*, Ottawa, Sous-direction de la recherche et de l'évaluation, Direction des services de police communautaires, contractuels et autochtones, Gendarmerie royale du Canada, 2006 HV 6439 .C2 C39.

United States Conference of Mayors. *Best Practices of Community Policing in Gang Intervention and Gang Violence Prevention*, Washington, D.C., 2006 HV 6439 .U5 Un3.

WATKINS, Derrick. *Gang Investigations. A Street Cop's Guide*, Boston, Jones & Bartlett Publishers, 2007 HV 6439 G35 W32.

Articles

BANIA, Mélanie. « The Challenge of Street Gangs in Canada: Imaging a Comprehensive Response = Imaginer une réponse complète au problème des gangs de rue », Canadian Police Chief Magazine = La Revue des chefs de police du Canada, (hiver 2008), pp. 17–25.

GORDON, Robert M. « Criminal Business Organizations, Street Gangs and 'Wanna-be' Groups: A Vancouver Perspective », Canadian Journal of Criminology, vol. 42, no 1 (2000), pp. 39–60.

KATZ, Charles M. « The Establishment of a Police Gang Unit: An Examination of Organizational and Environmental Factors », Criminology, vol. 39, no 1 (2001), pp. 37–73.

MCBRIDE, Wesley. « Gang Unit Management », Law Enforcement Executive Forum, vol. 6, no 2 (2006), pp. 49–58.

... Suite à la page 25

GAZETTE

Au service de la communauté policière depuis 1938

Vol. 70, N° 2, 2008

Une publication de la Gendarmerie royale du Canada



Un membre du gang des Blood d'Ottawa montre son tatouage et le signe de doigts de son gang.

Service de police d'Ottawa

Dossier

Les gangs de rues

- 7 Intervention intégrée en Colombie-Britannique
- 10 La lutte contre les gangs de rue dans les collectivités rurales
- 14 Tenir les jeunes à l'écart des gangs de rue
- 15 Chef de gang d'un jour : un sociologue raconte
- 16 Les gangs de rue au Canada : dimensions futures
- 18 La lutte contre les gangs de Toronto motivés par l'appât du gain
- 20 Perspective correctionnelle fédérale sur les gangs de rue
- 22 Au-delà de la répression : les tuyaux d'un agent de la lutte antigang
- 24 Les maras violents centraméricains
- 26 Comparaison des gangs de rue de France et du Canada
- 28 Les gangs de rue dans les banlieues françaises

Rubriques

- 2 Mot de la rédaction
- 4 Actualités
- 6 Entrevue avec le commissaire de la GRC William J.S. Elliott
- 12 Débat de spécialistes — Comment les gangs de rue évoluent-ils dans votre ville?
- 29 Saviez-vous que ...
- 30 Reportage — Évaluer le risque de décès dans les cas de violence conjugale
- 32 Reportage — Préservation des indices matériels trouvés sur les lieux de crime
- 34 À l'avant-scène
- 36 Nos partenaires à l'oeuvre — Les Forces canadiennes à l'appui de la lutte antidrogue de la GRC
- 38 Pratiques exemplaires — Programme communautaire de déjudiciarisation pour les jeunes d'Ottawa



SUR LA COUVERTURE :

Les gangs de rue actuels ont une marque commune : la violence, manifestée par des échanges de coups de feu plus nombreux et une quasi totale indifférence à l'égard des innocentes victimes. L'implantation des gangs dans les collectivités, petites et grandes, amène la police et les partenaires communautaires à innover pour contrer le comportement souvent aléatoire des gangs.

ÉDITRICE — Nancy Sample RÉDACTRICE EN CHEF — Katherine Aldred JOURNALISTE — Caroline Ross GRAPHISME — Jennifer Wale
ADMINISTRATION ET DIFFUSION — Angela Muia TRADUCTION — Services de traduction de la GRC IMPRIMERIE — Performance Printing

COMITÉ ÉDITORIAL DE LA GAZETTE

Serg. Lori Lynn Colbourne - insp. Craig Duffin - Edward Dodge, Ph.D. - serg. Chris Fraser - Wendy Nicol
- Roberta Sinclair, Ph.D. - Brian Yamashita, Ph.D.

La Gazette (ISSN 1196-6513) est publiée en versions française et anglaise par la Direction des relations publiques et des services de communication de la Gendarmerie royale du Canada, à Ottawa. La conception de la page couverture ainsi que les articles sont protégés par les droits d'auteur et aucune partie de cette revue ne peut être reproduite sans consentement écrit. Poste-publication, numéro de convention 40064068. La Gazette paraît quatre (4) fois par année et est distribuée gratuitement mais en nombre restreint aux services de police et aux organismes d'exécution de la loi. On conseille fortement de la faire circuler. On ne peut pas s'y abonner à titre personnel. On vous prie de faire parvenir vos lettres, articles et commentaires à la Rédactrice en chef de la Gazette. La rédaction se réserve le droit de faire la révision. Pour communiquer avec nous : La rédactrice en chef — la Gazette de la GRC, immeuble L.H. Nicholson, pièce A200, promenade Vanier, Ottawa (Ontario) CANADA K1A 0R2, par téléphone : (613) 998-6307, par télécopieur : (613) 993-3098, par courriel : gazette@rcmp.gc.ca, par Internet : www.rcmp.ca/gazette/index.html © Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (2000).



DES SCANNER DE PLAQUES

Les policiers de la Colombie-Britannique disposent d'une nouvelle arme dans leur arsenal d'application du Code de la route : le système de reconnaissance automatique des plaques d'immatriculation (RAPI).

Neuf autopatrouilles de la région de Vancouver sont désormais dotées de ce système dans le cadre d'un projet pilote de la Sécurité routière de la GRC. Le système permet de scanner et de reconnaître la plaque d'immatriculation des voitures à l'aide d'une caméra de télévision en circuit fermé; l'agent n'a qu'à lancer une recherche du numéro de plaque dans les bases de données de la police et des véhicules automobiles pour repérer instantanément les conducteurs frappés d'interdiction ou circulant sans permis, de même que les véhicules dépourvus d'assurance, volés ou impliqués dans des crimes.

« Le système RAPI nous permet de vérifier un très grand nombre de véhicules et de repérer un pourcentage accru de personnes qui ne devraient pas circuler sur les routes », explique le gend. Duane Hillier du

groupe intégré de la sécurité routière de la vallée du Fraser.

Le gend. Hillier utilise cette technologie depuis l'amorce du projet pilote en octobre 2006. Il dit pouvoir vérifier plus de 3 000 numéros de plaque durant un quart de 12 heures — soit des milliers de plus que ce qu'il pourrait traiter manuellement.

D'après une étude de 2007 sur la RAPI par l'université de la vallée du Fraser, les personnes qui contreviennent systématiquement au Code de la route sont souvent impliquées dans d'autres activités criminelles. Le rapport cite notamment qu'un tiers des gens qui stationnent illégalement dans les places réservées aux handicapés avaient un casier judiciaire, et un cinquième d'entre eux présentaient un intérêt immédiat pour la police, ou étaient réputés ou soupçonnés de tremper dans d'autres activités criminelles.

En C.-B., qui est dotée d'un nombre limité de voie d'accès à la province, des systèmes RAPI disposés en des points stratégiques permettraient à la police d'intercepter les gens qui acheminent des véhicules volés ou des drogues, estime Warren Nelson, coordonnateur du projet



Cap. Dave Richert

Cette autopatrouille de la C.-B. dispose de quatre caméras de RAPI montées sur la rampe de signalisation. Des éclairages à infrarouge permettent d'utiliser les caméras dans n'importe quelle condition climatique et de luminosité.

RAPI au groupe de la Sécurité routière.

M. Nelson attend les résultats d'une évaluation des facteurs relatifs à la vie privée pour déterminer s'il faut élargir l'application du système RAPI à d'autres centres urbains.

Les autopatrouilles dotées du système ont permis de scanner un total de 661 155 plaques et de signaler 13 210 occurrences dans les bases de données entre février 2007 et janvier 2008.

La RAPI est couramment utilisée en Europe, en particulier au Royaume-Uni, où l'ensemble des forces policières en font usage depuis 2001.

Les services de police de Winnipeg et de Toronto exploitent également ce système.

—Caroline Ross

LA COLLECTIVITÉ S'ATTAQUE À L'ÉBRIÉTÉ DANS LES LIEUX PUBLICS

Par le passé, les agents de la GRC affectés à Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest) devaient intervenir dans plus de 3 500 cas d'ivresse en public chaque année. Aujourd'hui, grâce à la Patrouille communautaire (PC), leur fardeau est allégé.

Chaque fin de semaine, des bénévoles de la PC patrouillent les rues de Yellowknife pour transporter des personnes ivres vers un lieu sécuritaire, comme une résidence privée ou un refuge. Selon l'insp. Rock Fortin, qui a contribué à la mise sur pied du programme, ce service libère les cellules de la GRC et permet aux policiers de se concentrer sur la lutte contre la drogue et les délits graves.

« Le service de patrouille n'est toutefois que le début d'un changement », affirme Lea Martin, coprésidente principale de la Yellowknife Community Wellness Coalition, qui chapeaute la PC.

« Déplacer les personnes ivres ne suffit

pas à résoudre le problème, soutient Mme Martin. Nous voulons créer un poste de transfert, un lieu sécuritaire et simple où les personnes en état d'ébriété pourraient se reposer le temps que les effets de l'alcool se dissipent. Ils auraient ensuite accès à un centre de jour qui offre repas et services d'évaluation et de soutien. Un tel projet aiderait énormément à contrer l'ébriété dans les rues. »

Récemment, la société minière BHP Billiton a donné son appui au projet en menant une étude de faisabilité sur les idées proposées et d'autres possibilités d'expansion.

Le programme de Yellowknife s'inspire d'un projet semblable qui existe depuis 20 ans à Anchorage, en Alaska. Selon une étude menée par la GRC, le poste de transfert d'Anchorage s'occupe actuellement de 80 % des cas d'ébriété en public qui, autrement, seraient gérés par la police. En 2007, plus de 20 000 personnes ivres ont été transportées au poste d'Anchorage.

D'après l'insp. Rock Fortin, une fois en place, ce programme pourrait permettre à la ville de Yellowknife d'économiser

annuellement 7 000 heures de travail policier, sans compter le temps gagné par les travailleurs de la santé et des services sociaux.

« Nous sommes très fiers de ce projet, conclut l'insp. Fortin. Si le programme s'avère efficace, il constituera une pratique exemplaire qui pourra être adoptée dans le reste du pays. »

À Yellowknife, la GRC offre présentement à la PC des services de liaison, du matériel et des systèmes de surveillance radio, de l'espace d'entreposage et de la formation aux bénévoles.

—Caroline Ross



Marie-Yves Courteau

Des partenaires de la Patrouille communautaire de Yellowknife et la fourgonnette dont se servent les bénévoles pour emmener des personnes en état d'ébriété en lieu sûr.



LE CANADA RÉPRIME LE PIRATAGE DE FILMS

Le Canada n'est plus une source facile de films piratés pour le marché international grâce à une nouvelle loi en vigueur depuis juin 2007.

Grâce au projet de loi C-59 modifiant le *Code criminel*, enregistrer un film dans un cinéma sans l'autorisation du gérant est maintenant une infraction criminelle. Cette activité est appelée caméscopie. Des statistiques de l'Association canadienne des distributeurs de films démontrent que depuis 2003, des films enregistrés en caméscopie ont été distribués dans plus de 20 pays, en ligne ou comme biens durables.

« Le piratage de vidéos a toujours été un problème », affirme le surint. Ken Hansen, directeur du Programme de l'exécution des lois fédérales de la GRC qui applique les lois du Canada sur le droit d'auteur et le droit des marques. « La caméscopie est seulement la source. Grâce à la nouvelle loi, il est plus facile de cibler une personne prise en flagrant délit. »

LES LABORATOIRES JUDICIAIRES S'UNISSENT

Les pays du G8 et Interpol ont testé avec succès un tout nouveau réseau électronique qui permettra à leurs laboratoires judiciaires d'échanger et de rechercher instantanément des centaines de profils d'identification génétique qui pourraient être liés à des crimes graves.

Monté sur la plate-forme mondiale de communication policière d'Interpol (I-24/7), le réseau fournit aux spécialistes reconnus de l'ADN des pays du G8 une boîte aux lettres sécurisée qui permet d'en-



La loi permet à la police municipale d'arrêter toute personne prise à enregistrer un film et de porter des accusations. La peine maximale est de cinq ans de prison.

Avant, la police pouvait arrêter les cinéphiles en possession d'une caméra seulement si les enquêteurs fédéraux étaient en mesure de prouver l'intention de faire le commerce de films piratés, une tâche difficile dans le meilleur des cas, selon Hansen.

La caméscopie est un problème au Canada depuis 2005, année où les États-Unis ont adopté leur propre loi anticaméscopie. Le problème est particulièrement criant à Montréal parce que les cinémas présentent des nouveautés en anglais et en français.

Selon le s.e.m. Noël St-Hilaire de la Section des enquêtes fédérales de la GRC à Montréal, le problème est lié à quelques grands connaisseurs de la technologie qui enregistrent des films de haute qualité et les affichent sur Internet. Une fois en ligne, les films piratés sont récupérés par des réseaux criminels internationaux qui ont les ressources et les infrastructures nécessaires pour graver de grandes quantités de DVD

voyer et de recevoir en un clic de multiples profils d'identification génétique liés à des lieux de crime. Le laboratoire récepteur peut alors effectuer une recherche par comparaison dans ses propres bases de données des condamnés et des lieux de crime. Si le résultat est positif, les renseignements pertinents sont transférés dans le système principal I-24/7 et les organismes pertinents avisés.

C'est en juin 2007 que le réseau a été testé pour la première fois: les laboratoires judiciaires du FBI avaient alors envoyé un profil fictif à la Banque nationale de données génétiques (BNDG) de la GRC et aux laboratoires judiciaires du Royaume-Uni. Les deux destinataires avaient reçu la demande et renvoyé, en l'espace de quelques minutes, les résultats de leurs recherches au FBI.

Le réseau rationalisera le processus actuel, qui contraint les laboratoires participants à passer par Interpol pour envoyer leurs demandes. « Plusieurs pays télécopient leurs demandes, explique Sylvain Lalonde, gestionnaire de la technologie et de l'information à la BNDG, et après

contrefaits et les vendre.

« Les gens ne savent pas à quel point c'est rapide, souligne le s.e.m. St-Hilaire. Sur Internet, le monde est à votre portée. »

En 2006, la police de Toronto a démantelé une opération de contrefaçon qui produisait plus de 13 000 DVD par jour et générait jusqu'à 17 millions de dollars par année.

Depuis janvier 2008, la police canadienne a porté trois accusations de caméscopie en vertu de la nouvelle loi.

—Caroline Ross



quelques transmissions les petits caractères s'estompent, rendant leur lisibilité difficile. Lorsque le réseau sera opérationnel, l'échange de données sera limpide. »

Le réseau est mis au point par le Groupe de travail Lyon/Rome du G8 sur les demandes de recherches de profils d'ADN, en partenariat avec Interpol. Les parties s'emploient à finaliser les exigences techniques et les cadres juridiques relatifs à l'échange de données en vertu de la *Loi sur l'identification par les empreintes génétiques*.

Bien qu'Interpol tient une base de données sur les profils d'identification génétique qui est accessible à l'ensemble des pays membres, la législation relative à la protection de la vie privée interdit à la plupart de ces pays de transmettre les profils des condamnés à la base de données.

Le nouveau réseau permettra aux pays du G8 d'échanger des données sur les échantillons d'ADN anonymes prélevés sur les lieux de crime en vue d'établir une correspondance, sans divulguer les profils d'identification génétique de personnes connues conservés dans leurs bases de données.

—Caroline Ross



Le nouveau commissaire de la GRC

William J. S. Elliott fait part de ses réflexions



William J. S. Elliott, le 22^e commissaire de la GRC, est entré en fonction en juillet 2007.

En juillet 2007, la GRC a accueilli William J. S. Elliott, premier commissaire à provenir de l'extérieur de l'organisation. Le commissaire Elliott, ancien avocat et haut fonctionnaire doté d'une vaste expérience des questions de sécurité publique, a récemment discuté de ses antécédents et des prochains défis de la GRC avec Caroline Ross, rédactrice de la Gazette.

Vos antécédents non policiers vous ont-ils aidé ou nu?

Ils m'ont un peu aidé et nu à la fois. Il est évident que je n'apporte pas le même niveau de connaissances et d'aptitudes que mes prédécesseurs et j'ai beaucoup à apprendre. En revanche, j'ai eu beaucoup de contacts avec des ministres et des décideurs gouvernementaux, ce qui me semble très utile. Nous avons beaucoup à faire, avec l'aide et la participation d'autres intervenants, dont le ministre de la Sécurité publique et le gouvernement en général.

Vous étiez le sous-ministre adjoint chargé des questions de sécurité à Transports Canada durant la

période du 11 septembre 2001. Qu'avez-vous appris de ces événements?

L'importance du travail d'équipe. Nous n'avions réellement rien planifié pour faire face à de tels événements mais grâce, en partie, à de très solides relations interpersonnelles établies au départ avec d'autres ministères et organismes fédéraux, nous nous en sommes bien sortis. Il était important et très utile de connaître des intervenants à Transports Canada qui en connaissaient d'autres à Nav Canada (Service canadien de navigation aérienne civile), au Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) et à la GRC. En fin de compte, notre organisation et bien d'autres organisations ne sont que des groupes de personnes.

Je pense que les activités de plus en plus complexes des groupes du crime organisé et la nature internationale du terrorisme font nettement ressortir la nécessité d'une démarche intégrée.

Selon vous, quel est le principal défi que la GRC devra relever sur la scène internationale?

La capacité. Nos effectifs demeurent un défi; nous avons, d'une part, une assez grande partie de nos employés qui vont prendre leur retraite ou qui s'apprêtent à le faire et, d'autre part, un vaste groupe d'employés qui comptent très peu d'années de service. Nous engageons un nombre record de recrues mais cet afflux considérable ne permet pas de tenir le rythme des départs et l'accroissement de

nos exigences en matière de service.

Comment relevez-vous ce défi?

Une des façons de le faire est de collaborer officiellement avec d'autres services de police. Dans deux jours, par exemple, j'irai en Haïti pour rencontrer nos membres affectés là-bas et participer à une cérémonie de remise de médailles des Nations-Unies, avec le directeur général de la Sûreté du Québec et le directeur de la police de la ville de Montréal. Nos membres ainsi que des policiers de ces deux corps de police et de certains corps de police municipaux canadiens offrent de la formation et d'autres formes d'aide en Haïti.

Qu'est-ce qui menace le plus la sécurité au Canada et que fera la GRC pour contribuer à l'atténuer?

Je pense que les activités de plus en plus complexes des groupes du crime organisé et la nature internationale du terrorisme font nettement ressortir la nécessité d'une démarche intégrée. On a dit au sujet des réseaux terroristes que pour lutter contre un réseau, on doit posséder un réseau. Notre situation est certainement meilleure qu'en 2001. Nos relations, échanges d'information et infrastructure, qui renforcent les opérations conjointes, se sont beaucoup améliorés. Cependant, nous avons encore beaucoup à faire pour que notre démarche soit entièrement intégrée.

Depuis que vous avez été nommé Commissaire de la GRC, qu'avez-vous appris?

La GRC est beaucoup plus diversifiée et son mandat est beaucoup plus vaste et compliqué que ce que je croyais. La semaine dernière, en une seule journée en C.-B., j'ai rencontré les maires de municipalités du Lower Mainland protégées par la GRC pour discuter de la police contractuelle (dans certains de nos plus petits et plus grands détachements), et visité un bureau de district dans l'un des quartiers les plus difficiles au pays puis les membres de l'Équipe intégrée d'enquête sur les homicides et les employés chargés des préparatifs pour les Jeux olympiques. En un seul jour, la diversité et la complexité des activités sont vraiment frappantes. ■

Sur la piste des gangs de Rue



Une démarche intégrée en Colombie-Britannique

Par Caroline Ross

Il est minuit au Standard Bar à New Westminster, aux abords de Vancouver. Quatre voitures banalisées s'arrêtent et déposent huit policiers en uniforme de la GRC et de six services de police de la région métropolitaine. Sur leur veste noire, on peut lire les mots Police Gang Task Force (escouade antigang) en grosses lettres fluorescentes. Bien qu'issus de

differents services, les membres travaillent de concert sous un mandat commun.

Les agents pénètrent dans le club et s'exécutent de façon harmonieuse, qui interrogeant des visages familiers, qui notant l'identité, qui vérifiant le port d'armes, qui mettant en détention un homme agressif. Quinze minutes plus tard, ils reprennent leur patrouille en direction du quartier de divertissement de Vancouver.

Tous les soirs, deux équipes de l'escouade antigang (Uniformed Gang Task Force, dite UGTF) comme celle-ci patrouillent dans les rues, les clubs et les bars de Vancouver et des 20 collectivités environnantes. Elles visitent quelques 30 établissements par soir, à l'affût afin de repérer des membres et des associés de gangs, leurs véhicules, leurs armes et des personnes qui ne respectent pas leur couvre-feu. La présence de ces agents se veut un

LES GANGS DE RUE

message éloquent : l'activité des gangs ne sera pas tolérée.

L'UGTF s'inscrit parmi les initiatives de coopération des services de police de la région de Vancouver pour lutter contre la violence persistante des gangs de rue dans le Lower Mainland – un secteur de 2,2 millions d'habitants confinés dans le sud-ouest de la province entre la côte et la frontière américaine.

Ici, les gangs de rue manifestent une présence visible, solidement établis dans le trafic lucratif des drogues et dotés d'armes obtenues des États-Unis pour défendre leur territoire. En 2007, on a recensé 247 fusillades imputables à des gangs dans le Lower Mainland, pour une grande part survenues dans des espaces publics : rues, parcs, restaurants et boîtes de nuit. À l'issue d'un affrontement entre gangs dans un parc, on a retrouvé plus de 115 douilles de cartouches jonchant le sol et des balles criblant des voitures et des maisons en rangée du secteur.

En réponse à cette violence, les six services de police municipaux du district ont fait équipe avec 13 détachements de la GRC pour réprimer l'activité des bandes, depuis la base jusqu'aux échelons supérieurs du crime organisé.

Suppression de la violence dans les rues

L'UGTF est entrée en activité en novembre 2007 afin d'opposer un élément de

Des agents de l'escouade antigang du Lower Mainland (Uniformed Gang Task Force, dite UGTF) discutent avec le membre d'un gang notoire après l'avoir expulsé d'une boîte de nuit de Vancouver.



UGTF

dissuasion concrète à la violence des gangs.

« Il s'agit de manifester une présence visible et de contrôler les cibles et les associés connus des gangs, ainsi que leurs véhicules et tout autre endroit où ils peuvent conserver des armes », explique l'insp. Dean Robinson, de la police de Vancouver, chef de l'escouade. Nous ne laissons passer aucune chance de procéder à une arrestation. »

Dans les trois premiers mois de leur mise sur pied, les équipes de l'escouade ont contrôlé au total 4 622 personnes et 5 873 véhicules (occupés et inoccupés). Elles ont exécuté 19 mandats d'arrestation et porté 35 accusations criminelles pour des infractions en matière d'armes, de drogues, des agressions et le non-respect des conditions de libération sous caution ou de libération conditionnelle.

« Les principaux acteurs sont certainement conscients de notre démarche », affirme le serg. Bryon Massie, du Département de Chilliwack de la GRC, chef d'équipe au sein de l'escouade durant trois mois. « Ils ne se manifestent pas aussi souvent, et notre présence les contrarie grandement. Nous perturbons leurs activités. »

Source de renseignements utiles aux enquêtes

L'UGTF est aussi devenue une source précieuse de renseignements sur les gangs de rue. Les équipes découvrent les endroits

fréquentés par les membres, leurs associés, ceux qui coopèrent et ceux qui ne le font pas et toutes ces données sont consignées dans les rapports d'incidents quotidiens.

Ce qui est fort utile pour le groupe intégré de lutte contre les gangs de rue de la Colombie-Britannique (British Columbia Integrated Gang

Task Force, dit BCIGTF), un groupe d'infiltration de 60 enquêteurs et analystes du Lower Mainland chargé de repérer les gangs impliqués dans des activités violentes chroniques comme les homicides, les extorsions, les fusillades au volant et les enlèvements, d'enquêter sur ces gangs et de les traduire en justice.

Ce genre d'enquête étant fort accaparant en matière de ressources – il faut jusqu'à 100 agents de divers services pour conclure une enquête sur un seul enlèvement –, les enquêteurs doivent viser des cibles qui donneront les meilleurs résultats, explique le surint. John Robin, de la police de Delta, chef du BCIGTF.

« Il nous faut savoir si un individu a été vu successivement à Abbotsford et à Vancouver, et s'il pourrait être impliqué dans une fusillade à Westminster, et il nous faut ces renseignements sur-le-champ, précise le surint. Robin. Dans un mois, il sera trop tard. »

Pour ce faire, le BCIGTF a élaboré un réseau de renseignements en novembre 2007. Les analystes du groupe recueillent et examinent les données sur les gangs obtenues de sources multiples au quotidien, en dégagent les éléments vitaux qui peuvent appuyer les dossiers existants, signalent les nouvelles cibles et établissent des corrélations entre les enquêtes. Ils produisent ensuite un rapport quotidien (doté de photographies, des conditions de mise en liberté sous caution et des mandats d'arrestation émis pour les cibles connues d'un gang), puis le diffusent dans toute la région.

La démarche permet de tenir les agents de première ligne au fait des activités des gangs de la région et les incite en retour à relayer des renseignements pertinents aux enquêteurs et aux analystes. Cet échange est primordial, explique l'insp. Robinson, de l'UGTF, car la simple observation d'un tatouage ou d'un élément associé à un gang vaut son pesant d'or pour toute enquête ultérieure sur les organisations criminelles.

Les liens au crime organisé

Les gangs de rue agissent souvent comme manœuvres pour les organisations criminelles, constate le surint. Robin, du

BCIGTF. Les enquêteurs doivent donc coordonner les initiatives avec l'équipe principale d'enquête sur le crime organisé en C.-B., l'Unité mixte d'enquête sur le crime organisé, dite UMECO.

« Les frontières s'estompent entre les gangs mineurs – le crime de rue non organisé – et les autres échelons du crime, jusqu'au terrorisme », explique le surint. Doug Kiloh de la GRC, membre de l'UMEKO-C.-B. Les cibles du BCIGTF – les gangs de rue violents – tentent de se forger une réputation et d'établir leur territoire. Les survivants de cette guerre vont devenir les principales cibles dans les années à venir. Nous devons échanger nos renseignements et demeurer au fait des cibles d'enquête de l'autre groupe. »

À titre d'exemple, les deux groupes ont récemment déterminé qu'ils visaient la même cible – des membres de gang connus du BCIGTF qui faisaient également l'objet d'une enquête plus vaste de l'UMEKO sur un important réseau de trafic de drogue international (les membres du gang assuraient le transport des drogues acheminées au Canada et depuis celui-ci vers l'étranger). Le BCIGTF et l'UMEKO ont pris l'initiative en formant une équipe mixte temporaire chargée de conclure l'enquête sur les membres en question.

« Nous avons dû nous réorganiser pour les besoins de la loi et de l'activité criminelle en cause », précise le surint. Kiloh. L'UMEKO et le BCIGTF envisagent d'ailleurs d'autres possibilités d'intégration, compte tenu qu'ils ciblent le continuum du crime organisé, et leurs besoins en ressources et en surveillance se rejoignent. L'UMEKO

assure déjà les installations d'écoute électronique, la conservation des éléments de preuve et l'entretien des véhicules du BCIGTF.

Perspectives d'avenir de la lutte antigang

De toute évidence, les initiatives intégrées de lutte antigang dans le Lower Mainland portent fruits. Plusieurs membres de gang violents et joueurs de relations sont désormais en détention ou font l'objet d'accusations criminelles. Les forces policières élargissent leurs connaissances de la culture des gangs régionaux, et les agents

participant directement aux initiatives de coopération développent des compétences spécialisées et des relations qui leur seront fort utiles à l'avenir au sein de leur service d'attache.

Si l'UGTF et le réseau de renseignements ne sont encore que temporaires – le BCIGTF cherche toujours à obtenir un financement permanent pour les deux – les policiers du Lower Mainland demeurent optimistes à cet égard.

Le serg. Massie, en poste au Département de Chilliwack de la GRC, figure parmi ceux-ci. « Nous ne pouvons pas nous arrêter en si bon chemin. » ■

Un nouveau groupe régional intégré anti-gang (GRIA) pour le Nord-Ouest de l'Ontario

Les corps policiers du Nord-Ouest de l'Ontario ont intégré leurs efforts afin de lutter contre l'activité croissante des gangs à Thunder Bay et sa périphérie.

Composé de 11 agents de la GRC, du Service de police de Thunder Bay et du Service de police Nishnawbe-Aski, le Groupe régional intégré antigang (GRIA) a été créé en septembre 2007 en réponse à la hausse de l'activité violente des gangs : voies de fait, vols qualifiés, violations de domicile et autres crimes



Service de police de Thunder Bay

enquêtes et répression », explique le serg. Rob Cameron de la GRC, qui dirige le Département de la GRC de Thunder Bay et fait partie de l'équipe de cogestion du GRIA.

Le GRIA a dénombré neuf gangs qui activent dans la région de Thunder Bay et quelque 135 de leurs membres, dont certains ont des liens avec des gangs de Toronto et du Manitoba.

Le groupe est vite passé à l'action puisque dès octobre 2007, en collaboration avec l'équipe d'intervention de Thunder Bay, trois hommes ont été accusés de possession d'une substance contrôlée dans le but d'en faire le trafic et de produits de la criminalité.

— Jean Floyd

motivés par l'appât du gain comme le vol, la drogue et la prostitution.

« Le mandat du groupe intégré comporte trois principaux volets : collecte de renseignements, sensibilisation et



UMEKO-C.-B.

Des gangs de rue de Vancouver ont tenté d'acheminer ces sacs de sport – remplis de 147 kilogrammes de cocaïne – des États-Unis au Canada pour le compte d'un réseau international de trafiquants. Les enquêteurs de l'UMEKO-C.-B. et du BCIGTF ont uni leurs efforts pour perturber la filière de transport.

Pas dans ma cour

Réponses du milieu rural aux activités des gangs

Par Caroline Ross

Les activités des gangs de rue au Canada ne sont plus seulement un phénomène urbain. Les gangs sortent des grandes villes et s'établissent dans des collectivités plus petites et éloignées.

Cette tendance est particulièrement marquée dans les provinces des Prairies (Alberta, Saskatchewan et Manitoba) où des gangs autochtones d'importance tirent profit de liens culturels dans les collectivités autochtones périphériques pour s'emparer de nouveaux territoires, ouvrir de nouveaux marchés, recruter de nouveaux membres et se soustraire à la répression policière des grandes villes.

Voici une vue d'ensemble de la situation dans trois collectivités des Prairies — ainsi qu'un aperçu de la façon dont la police rurale s'attaque au problème.

The Pas, Manitoba : la porte du Nord

The Pas se trouve à 620 kilomètres au

Des tatouages de scorpion comme celui-ci contribuent à identifier les membres du gang des Scorpion Brothers (SB) de La Loche. Le capitaine des SB qui arbore ce tatouage est un habitué des établissements correctionnels depuis sa jeunesse.

nord-ouest de Winnipeg et compte 5 600 habitants. On y vient pour le festival des trappeurs en février ou pour contempler les aurores boréales toute l'année, mais les gangs de rue ont d'autres plans.

The Pas est devenue une plaque tournante provinciale pour les Indian Posse (IP), l'un des plus gros gangs de rue du Manitoba, affirme le cap. Lee Fortin de la Section des enquêtes générales de la GRC à The Pas. Le gang a établi un avant-poste de crack. Il achète du crack au prix de 500 \$ l'once à Winnipeg pour le revendre à 1 500 \$ l'once dans les environs de The Pas.

« À Winnipeg, les membres des gangs sont confrontés à des fusillades entre gangs et à une grande opposition » souligne Fortin. La vie est plus calme à The Pas; les IP possèdent pratiquement le marché local de la drogue et ils ont chassé les gangs rivaux. « Bon nombre de haut gradés des IP dans le Nord sont de la région de The Pas, donc en terrain familier. »

De nombreux délinquants du coin commettent des crimes ailleurs au

Manitoba puis reviennent se tapir à The Pas, mentionne Fortin. Lorsque la GRC les chasse, certains gangsters trouvent refuge dans d'autres collectivités du Nord.

Ce comportement transitoire a incité les 19 détachements de la GRC du nord du Manitoba à former en 2006 le programme de renseignements du Nord. Les représentants des détachements se réunissent au moins deux fois par année pour échanger des renseignements sur les gangs locaux et les drogues, entre eux et avec des analystes des renseignements criminels provinciaux, des procureurs de la Couronne et le service intégré de renseignements sur les gangs situé à Winnipeg.

Le programme a aidé la police à établir des liens entre des membres de gangs du Nord et certaines activités dans trois ou quatre détachements, ainsi que des crimes commis dans le Sud, affirme Fortin, ce qui est particulièrement utile pour de petits détachements occupés du Nord.

« Malheureusement, nous n'avons pas toujours le temps de communiquer avec les détachements avoisinants pour savoir si quelqu'un connaît un individu. Nous établissons donc des liens lors des réunions et nous savons sur quoi nous concentrer. »

La Loche, Saskatchewan : le bout de la route menant à la prison

La Loche se trouve à 11 heures de route au nord-ouest de Regina, à la toute fin de l'autoroute 155. La plupart des 2 300 résidents sont membres de la bande autochtone des Dénés, une bande historiquement rivale de la majorité crie de la province. Lorsque cette rivalité a franchi les murs du système correctionnel provincial, le gang le plus puissant de La Loche est né.

« La Loche est une collectivité institutionnalisée », affirme le cap. Carrie Boone de la GRC à La Loche. Les résidents font régulièrement des séjours dans l'établissement correctionnel de Prince Albert (500 kilomètres au sud) et de nombreuses familles ont deux ou trois générations des leurs en détention. « Aller en prison est presque un symbole de prestige ici. »

D'après Barry Mayoros, agent de renseignements de sécurité au Centre correctionnel de Prince Albert, les détenus

Barry Mayoros
Centre correctionnel
de Prince Albert

de descendance Déné — la plupart provenant de la région de La Loche — ont formé les Scorpion Brothers (SB) en 2006 afin de se protéger contre les gangs cris qui dominaient l'établissement. Lorsque le personnel de correction a tenté d'étouffer le problème en plaçant les dirigeants du gang cri en isolement, les SB ont recruté davantage de membres. Ils forment maintenant le plus gros gang de l'établissement.

Les SB se sont établis de façon semblable à La Loche, affirme Boone. Les membres incarcérés retournent habituellement dans la collectivité après leur peine et ils se servent de leurs liens pour vendre de la drogue dans la région.

Les travaux de construction d'une route permanente entre La Loche et Fort McMurray, en Alberta, étant en cours, le commerce local de drogues pourrait bientôt devenir interprovincial. Mayoros observe davantage de signes liés aux gangs d'Alberta au Centre correctionnel de Prince Albert et il croit que certains proviennent de la région de La Loche.

La GRC de La Loche a une politique de tolérance zéro par rapport aux activités des gangs; elle applique strictement les conditions de mise en liberté provisoire ou complète et elle collabore étroitement avec l'avocat de la Couronne et les services de renseignements criminels provinciaux afin d'incarcérer les membres de gangs. La bataille est toutefois ardue dans une collectivité où le gang, la prison et la culture autochtone sont intimement liés.

« Le système pénitentiaire est une porte tournante », affirme Boone, ajoutant que deux têtes dirigeantes des SB ont récemment été libérées dans la collectivité sans aucune condition. « Il sera intéressant de voir dans combien de temps nous les reprendrons. »

Hobbema, Alberta : Des fusillades aux exercices militaires

Hobbema est un terrain fertile pour les activités des gangs. Située à 100 kilomètres au sud d'Edmonton, elle est suffisamment près de la grande ville pour que tous les principaux gangs veuillent une part du commerce local de drogues. Les quatre bandes autochtones de la collecti-

vité ne s'entendent pas toujours bien et les jeunes — plus de 50 pour cent des résidents de Hobbema ont 18 ans et moins — ont soif de reconnaissance.

Le gend. Richard Huculiak de la GRC de Hobbema affirme que les gangs emploient des enfants de moins de 12 ans pour transporter la drogue et les armes à feu, faire de la surveillance et participer à des agressions et à des fusillades — en fait, ils exécutent le « sale boulot » du gang et protègent les membres plus âgés contre des accusations criminelles.

« Les enfants sont ravis d'avoir quelque chose à faire, déclare Huculiak. Ils voulaient de l'attention, et ils l'ont reçue. »

En novembre 2005, Huculiak et le serg. Mark Linnell ont proposé une autre option aux enfants : ils ont créé le corps des cadets de Hobbema. Aujourd'hui, 996 cadets — près du sixième de la population adolescente de Hobbema — se mettent en rangs deux fois par semaine pour perfectionner des exercices militaires qu'ils présentent à l'échelle du pays. Les rivalités entre bandes s'amenuisent et plus de 250 cadets se préparent maintenant à des carrières dans la GRC, les Forces canadiennes et les industries pétrolières et bancaires.

« Nous avons pris les enfants en main et leur avons offert une activité plus positive, plus structurée et plus éducative », souligne Huculiak, coordonnateur du programme des cadets. Il ajoute que pour la



Membres du corps des cadets de Hobbema pratiquant leurs exercices militaires.

Gend. Richard Huculiak

première fois en 20 ans, il n'y a eu en 2007 aucune augmentation de la criminalité et de la violence chez les jeunes à Hobbema.

Bien que le corps des cadets ne puisse pas s'attribuer tout le mérite des résultats positifs — la GRC de Hobbema a lancé un Groupe d'intervention communautaire (GIC) composé de 10 membres pour cibler les gangs et les drogues en 2006 — le programme a assurément fait une brèche dans le recrutement des gangs, déclare le cap. Keith Durance du GIC.

« Beaucoup d'enfants qui se tournent vers les gangs recherchent un sentiment d'appartenance, d'où la raison d'être du corps des cadets. Au lieu d'aller vers un gang, ils appartiennent à un groupe différent et beaucoup plus positif. » ■

EST-CE QUE DES GANGS S'IMPLANTENT DANS VOTRE COLLECTIVITÉ?

Voici quatre signes possibles :

- un afflux soudain de non-résidents (les hôtels locaux plus occupés qu'en temps normal)
- les trafiquants de drogue locaux sont moins actifs (un nouveau gang peut les avoir chassés)
- une augmentation des crimes violents
- des visages inconnus dans la ville (des types inquiétants qui peuvent être affiliés à un nouveau gang)

Video de formation de la GRC de l'Alberta : « Aboriginal gangs, from pow-wows to prison cells »

Comment les gangs de rue évoluent-ils dans votre ville?

Les spécialistes

Insp. int. Kevin Galvin, Bureau du crime organisé, Service de police d'Edmonton

S.é.-m. Mike Callaghan, Jeunesse - Unité des bandes et des armes à feu, Service de police d'Ottawa (SPO)

Agente-détective Carol Campbell-Waugh, analyste de la criminalité, Police régionale de Halifax

Insp. int. Kevin Galvin

La situation actuelle du crime organisé à Edmonton et dans le nord de l'Alberta tient davantage d'une révolution que d'une évolution. Si l'on considère un gang de rue comme un groupe circonscrit et peu organisé qui se définit en fonction de son territoire, présente une hiérarchie minimale et commet des crimes en fonction d'un objectif très limité, alors notre région en a vu très peu. Par contre, elle regorge d'organisations et de réseaux criminels perfectionnés, bien structurés et composés de personnes éduquées.

Avant les années 80, l'activité mafieuse dans notre région prenait la forme de groupes du crime organisé traditionnel (COT) et de bandes de motards criminalisés (BMC). Avant et après la Seconde Guerre mondiale, des immigrants venus de la région méditerranéenne, d'Asie, d'Europe de l'Est et du Moyen-Orient ont établi des communautés très unies mais isolées à Edmonton et dans les environs. Ces communautés ont donné naissance à des groupes du COT qui affichaient une organisation, une classe et un raffinement étrangers aux BMC de l'époque. Cet environnement, compliqué par l'expansion tentaculaire des grands centres urbains et par les vastes distances entre eux, a permis aux groupes du COT d'exercer leurs activités sous le couvert d'un certain anonymat et d'échapper ainsi aux mesures de répression.

C'est à la fin des années 80 et au début des années 90 que sont apparus les premiers

gangs de rue dans la région d'Edmonton. Il s'agissait de groupes du crime organisé formés de nouveaux immigrants d'Asie du Sud-Ouest et du Sud-Est, dont bon nombre présentaient la hiérarchie peu organisée typique des gangs de rue, visible aux tatouages, aux marques distinctives, aux vêtements et aux véhicules de leurs membres. Leurs principales activités : trafic et distribution de cocaïne. Le Projet KACHOU, une enquête mixte visant les principaux groupes criminalisés du secteur, a entraîné le fractionnement de ces gangs, mais a aussi révélé à toutes les organisations criminelles des environs les quelques tactiques et stratégies à la disposition de la police.

Après un bref conflit qui a éclaté en 1999 entre les groupes morcelés par le Projet KACHOU et d'autres groupes criminalisés naissants, la communauté mafieuse s'est rapidement unifiée pour tirer profit de la croissance économique dans la région. Aujourd'hui, la police d'Edmonton est aux prises avec des groupes qui présentent un degré inouï de collaboration, de souplesse et d'agilité, réalité directement attribuable à l'état de l'économie dans la province. Le Groupe antigang de la police métropolitaine d'Edmonton reconnaît présentement l'existence de 25 entreprises criminelles actives, dont 24 ont une portée provinciale ou territoriale, nationale et internationale.

Devant ce phénomène, nous avons créé une équipe de répression aussi souple et agile que les réseaux qu'elle cible. Le



Groupe antigang de la police métropolitaine d'Edmonton est pleinement intégré au district de la capitale provinciale de la GRC et partiellement financé par le Solliciteur général de l'Alberta. Cette relation nous permet de parcourir la province pour enquêter sur les éléments qui se trouvent à l'extérieur de notre territoire traditionnel. Nous utilisons toutes les techniques d'enquête à notre disposition, depuis les visites de bars et de résidences jusqu'aux activités de surveillance et à l'interception de communications privées, pour juguler la croissance fulgurante des activités liées à ou motivées par des gangs dans l'Ouest canadien.

S.é.-m. Mike Callaghan

En 2001, le SPO a reconnu officiellement l'émergence des gangs de rue à Ottawa. D'où la création d'un groupe d'enquête sur les gangs composé de deux personnes. Ce groupe a rapidement déterminé qu'environ huit gangs composés d'une centaine de membres étaient présents dans les rues d'Ottawa.

L'Unité des bandes et des armes à feu du SPO compte maintenant 11 agents asservis et un coordonnateur d'intervention auprès des jeunes. Il y a aujourd'hui à Ottawa 19 gangs de rue confirmés et environ 600 membres. Contrairement à de nombreuses villes au Canada, un gang de rue typique à Ottawa a une composition multiculturelle et une moyenne d'âge se situant entre 17 et 25 ans.

Selon des renseignements policiers de janvier 2006, des 600 membres de gangs de rue confirmés à Ottawa, 314 étaient nés à l'extérieur du Canada. De plus, deux gangs prédominants, les Bloods et les Crips, étaient composés de membres de 57 nationalités. La majorité des membres

étaient des hommes. Seulement 30 femmes étaient membres et seulement 56 membres étaient âgés de moins de 18 ans. Sont apparus à Ottawa les gangs hybrides, c'est-à-dire des groupes multiculturels d'individus qui se rassemblent de façon moins organisée que les gangs de rue traditionnels et qui se préoccupent davantage d'argent que de territoire.

Au cours des deux dernières années, le SPO a vu une augmentation importante de la mobilité des gangs de rue à Ottawa. Les membres des gangs de rue d'Ottawa ne sont pas seulement de passage dans le corridor Toronto-Ottawa-Montréal, ils suscitent également l'intérêt des services de police des provinces de l'Ouest.

Le trafic de drogues et d'armes à feu ainsi que le proxénétisme sont des sources importantes de revenus pour les gangs de rue et le contrôle qu'ils ont sur ces activités s'est raffiné. L'exploitation sexuelle des jeunes filles est en hausse, favorisée semble-t-il par un réseau complexe de membres et d'associés de gangs de rue.

On peut dire sans hésiter que les organismes de répression et d'application de la loi jouent un rôle clé dans la lutte contre les problèmes liés aux gangs de rue. Cependant, il est clair que l'éducation et la sensibilisation jouent un rôle tout aussi important dans la prévention de la violence liée aux gangs de rue.

Cibler les initiatives de prévention auprès des enfants de huit ans et moins, de leurs gardiens ou parents, peut s'avérer bénéfique. Dès l'âge de neuf ans, de nombreux enfants des quartiers défavorisés sont approchés par des membres de gangs de rue.

De plus, il faut lutter contre les gangs de manière globale et tenir compte des

Les membres des gangs de rue d'Ottawa ne sont pas seulement de passage dans le corridor Toronto-Ottawa-Montréal, ils suscitent également l'intérêt des services de police des provinces de l'Ouest.

S.é.-m. Mike Callaghan

victimes, des délinquants, des familles et des collectivités. Le programme d'intervention auprès des jeunes et de la déjudiciarisation du SPO, qui collabore avec le Club des garçons et filles d'Ottawa, est un partenaire clé pour déterminer les risques et la source du problème de gang afin de les traiter rapidement, de façon significative et appropriée.

Agente-détective Carol Campbell-Waugh

Dans la municipalité régionale de Halifax (MRH), les gangs de rue inquiètent par la nature souvent publique de leurs actes de violence. Si d'autres provinces constatent chez ces bandes des conflits internes ou entre groupes rivaux, la violence observée dans la MRH tend plutôt vers l'arbitraire. Dans cette région, les questions territoriales ne sont pas courantes, mais les crimes liés aux gangs sont empreints de violence, ce qui suscite des craintes pour la sécurité publique.

Les gangs de rue de la MRH sont composés principalement de jeunes adultes qui commencent peut-être seulement par intimider leurs camarades de classe, mais qui finissent par passer à des infractions plus graves : méfaits, agressions, vols qualifiés dans la rue et autres vols, utilisation d'armes à feu et d'autres armes, narcotrafic, etc. Certains tremperaient dans la prostitution, et quelques-uns ont été accusés de tentative de meurtre.

Outre les bandes les plus actives dans la région, dont le Northend Darkside et le Young Mob, il existe des gangs aux activités plus sporadiques et à la composition instable. De nombreux groupes se montrent spontanés dans leurs activités illégales et possèdent des capacités criminelles de niveau faible ou moyen. La majorité des gangs de la MRH ne sont pas mobiles, ce qui signifie que leurs activités se concentrent dans les quartiers où ils habitent.

Dans bien des cas, ces gangs ont peu de chances de se complexifier, mais certains ont des liens directs avec d'autres groupes criminalisés dans le secteur. Par exemple, une organisation criminelle passe par des membres du Young Mob pour faire de l'intimidation au moyen d'agressions, entre autres, et pour forcer des gens à vendre de la

drogue. D'autres organisations connues font voler des véhicules par des gangs de rues.

En 2004, le Centre canadien de la statistique juridique a réalisé une étude intitulée *La victimisation criminelle au Canada*, dont il est ressorti que, des 17 villes canadiennes sondées, Halifax présentait le taux de criminalité violente le plus élevé, soit 229 incidents violents par tranche de 1 000 personnes de plus de 15 ans. Les gangs de jeunes, avec leurs vols qualifiés dans la rue, leurs agressions et leurs infractions liées aux armes, y sont pour beaucoup.

Afin de juguler la violence et de calmer les inquiétudes relatives à la sécurité publique, la Police régionale de Halifax a mis au point plusieurs initiatives, dont les suivantes :

- une équipe d'intervention rapide qui effectue des patrouilles et aide à lutter contre les tendances et les activités criminelles à court terme;
- un modèle de répression criminelle axée sur le renseignement qui place la police criminelle parmi les ressources de première ligne;
- le programme des agents communautaires, qui va au-delà des mesures sociopréventives habituelles pour favoriser la collecte de renseignements sur le terrain;
- l'affectation de patrouilleurs aux secteurs névralgiques pour aider à répondre aux préoccupations liées à la sécurité publique;
- l'établissement d'un portefeuille pour le suivi des membres de gangs, de leurs associations et de leurs activités;
- l'opération Breach, dans le cadre de laquelle des policiers vérifient la conformité des délinquants aux conditions de leur mise en liberté.

Ces initiatives semblent avoir réduit le nombre d'infractions violentes commises dans les lieux publics. En effet, on a compté 403 vols qualifiés dans la MRH en 2007, comparativement à 570 en 2006 et 528 en 2005. Selon des chiffres préliminaires, les patrouilles ciblées dans les quartiers où la présence de gangs est connue auraient également contribué à cette tendance. ■

Tenir les jeunes à l'écart des gangs de rue



Chris Adams

Des membres du GRIA (de g. à dr.) : les agents-détectives Andy Clark, Sean Mulligan et Rob Steudle du Service de police de Thunder Bay, se préparent à parler à des élèves à Fort Hope (Ontario) sur les dangers de l'adhésion à des bandes de rue.

Par Caroline Ross

N'importe quel enquêteur de la lutte anti-gang vous dira que la répression n'est qu'un élément de la lutte. La police et les partenaires communautaires doivent aussi se concentrer sur la prévention, surtout auprès des jeunes à risque d'affiliation aux gangs.

Il est difficile de définir un jeune à risque, explique le serg. Rob Cameron, chef du Département de la GRC de Thunder Bay (Ontario), et catalyseur de la création du Groupe régional intégré antigang (GRIA) du nord-ouest de l'Ontario. « Il s'agit [généralement] de jeunes exposés aux activités d'un gang qui, de par leur mode de vie, sont visés par le processus de recrutement utilisé par les gangs, précise-t-il. Mais n'importe quel jeune est à risque lorsqu'un gang est actif dans sa région. »

Comme les gangs ont le bras long, la police et les partenaires communautaires doivent recourir à diverses stratégies de prévention et d'intervention.

Dans le nord-ouest de l'Ontario, les agents du GRIA passent dans les écoles et les réserves autochtones pour parler des dangers de l'affiliation aux gangs. Les

policiers montrent aussi aux enfants une vidéo intitulée *Gangland – No Tomorrow* (aucun avenir au sein des gangs), qui comprend des entrevues avec des membres et d'anciens membres de gangs de la région.

« Certains purgent une peine d'emprisonnement à perpétuité, d'autres ont perdu des amis et des membres de leur famille, et ils en parlent, explique le serg. Cameron, en précisant que la vidéo présente aux jeunes un aspect dont les recruteurs des gangs se gardent bien de parler.

Parallèlement, le centre des femmes North End Women's Centre (NEWC) de Winnipeg (Manitoba) s'est inspiré de l'expérience de membres de gangs pour créer un programme de prévention des gangs destiné aux mères seules qui vivent dans des quartiers à forte criminalité ou régis par des gangs.

Le programme Peace Begins at Home (la paix commence à la maison) montre aux mères seules des techniques de parentage positives et leur offre un réseau de soutien en vue de les aider à tenir leurs enfants à l'écart du crime, déclare Patty Parsons, directrice exécutive du NEWC.

Une partie du programme est basée sur des entrevues menées par le NEWC auprès de membres de gangs incarcérés, qui expliquent ce que leurs parents auraient pu faire pour éviter qu'ils n'adhèrent à un gang. Si les réponses semblent simples — inscrire les enfants à des activités sportives ou les embrasser pour leur souhaiter une bonne nuit —, certaines mères n'ont pas ces connaissances, parce que leurs parents ne les leur ont jamais enseignées, ajoute Patty Parsons.

« Selon les anciens membres de gangs, la principale raison pour laquelle ils ont adhéré à un gang était pour avoir un sentiment d'appartenance, poursuit-elle. Notre programme montre aux mères comment intégrer [ce sentiment d'appartenance] au quotidien de tous les enfants de leur foyer. »

Éviter que les jeunes deviennent membres d'un gang est une chose, mais qu'en est-il des jeunes qui en font déjà partie? Des partenaires communautaires de Surrey

(Colombie-Britannique) apportent quelques réponses.

En octobre 2007, l'arrondissement scolaire de Surrey a lancé l'« iR3 » (intervention — repenser, réorienter, réintégrer) dans le cadre de son initiative de sécurité dans les écoles.

L'iR3 cible les élèves de la 6e à la 8e année qui ont été suspendus pour violence, intimidation ou possession de drogues, d'alcool ou d'armes. Les jeunes passent deux jours dans un centre communautaire pour en apprendre sur le règlement de conflits, l'estime de soi et les réalités de la drogue et de la vie dans les gangs.

« Nous les renvoyons à l'école avec de nouvelles connaissances », explique Rob Rai, agent jeunesse des liaisons multiculturelles de l'arrondissement scolaire de Surrey. C'est bien plus efficace que de renvoyer les jeunes chez eux où, laissés à eux-mêmes, ils nourrissent leur ressentiment.

Et l'iR3 pourrait bientôt s'inscrire dans une vaste initiative d'intervention communautaire antigang.

L'année dernière, des organismes servant les jeunes, dont l'arrondissement scolaire, le service des parcs et loisirs, la GRC et le Ministère de l'enfance et de la famille de la C.-B., ont dressé les plans du réseau Community Action Assessment Network (CAAN) qui cible les jeunes sur le point d'adhérer à un gang.

Ce réseau, qui devrait être lancé au milieu de 2008, évaluera individuellement les jeunes à risque et leur suggérera des programmes décourageant l'appartenance à un gang, adaptés à leurs besoins particuliers, comme un programme sportif ou du mentorat individuel.

Mieux encore, affirme Rob Rai, le CAAN permet à tous les organismes servant les jeunes de Surrey d'être sur la même longueur d'ondes quant aux outils et aux stratégies d'intervention antigang.

« Un jeune pourra se trouver n'importe où en ville, ajoute-t-il; tout le personnel de première ligne aura la même formation et la même connaissance des jeunes affiliés aux gangs. » ■

Chef de gang pour un jour

La vie dans un gang de Chicago vue par un sociologue admis dans le cercle des initiés

*Alors qu'il était étudiant en sociologie en 1989, Sudhir Venkatesh a entrepris une étude inédite : il a rencontré un chef de gang de rue de Chicago qui l'a autorisé à passer près de 10 ans comme observateur des activités de la bande : vente de crack, extorsions, tabassages, fusillades au volant et guerres de gangs. L'étudiant a même assisté le chef à la direction du gang durant une journée. M. Venkatesh vient de publier un ouvrage qui documente son expérience (*Gang Leader for a Day*, Penguin Press). Il s'est entretenu avec notre collaboratrice, Caroline Ross.*

Comment êtes-vous venu à être observateur dans un gang de rue de Chicago ?

Je n'étais pas un membre du gang ; seulement un étudiant de troisième cycle agissant comme simple observateur. J'ai rencontré le chef accidentellement, tandis que j'administrerais un sondage auprès de jeunes dans sa collectivité. Nous avons développé une curiosité mutuelle – pour une large part parce qu'il avait un diplôme universitaire – et il m'a permis de fréquenter les membres de son gang pendant près de dix ans.

Comment êtes-vous parvenu à gagner la confiance et obtenir les confidences de plusieurs membres haut placés du groupe ?

J'ai dû me distinguer des journalistes, des policiers, des travailleurs sociaux et de tous ceux qui posent des questions, mais qui ne s'attardent pas suffisamment pour saisir la complexité et les subtilités de la communauté. J'ai décidé de ne pas poser de questions du tout, et les résidents (de l'ensemble de logements publics où le gang exerçait ses activités) ont tout de suite compris que je cherchais à voir un autre aspect de leur vie – pour en obtenir une compréhension approfondie.

Quels sont, selon vous, les caractéristiques d'un chef de gang efficace ?

Je pense que les chefs de gang doivent être disposés à user de violence spontanément. Ils doivent aussi avoir les capacités d'organisation qui leur permettront de maintenir la cohésion entre plusieurs centaines de membres – dont plusieurs se livrent activement à des activités illicites.

Le degré de violence interpersonnelle m'a stupéfait – c'était incroyable de voir les façons dont le chef devait infliger des préjudices pour se faire obéir.

Sudhir Venkatesh

Vous avez participé à la direction du gang durant une journée. Quel aspect des activités du groupe vous a le plus surpris ?

Je suis demeuré aux côtés du chef pendant 24 heures. Ce faisant, le degré de violence interpersonnelle le m'a stupéfait – c'était incroyable de voir les façons dont le chef devait infliger des préjudices pour se faire obéir. J'étais aussi surpris de voir ces jeunes se poster au coin de la rue pour vendre de la drogue avec de tels risques de subir une arrestation ou des préjudices physiques, et tout cela pour aussi peu d'argent. On comprend alors le peu de possibilités qui s'offrent à ces jeunes.

Quelle a été votre expérience la plus intense au sein du gang ?

De voir les résidents (de l'ensemble de logements publics) aux prises avec les agresseurs était absolument saisissant. La police était à toute fin pratique inaccessible



Parekh Ghandi

Sociologue ou chef de gang ? Le professeur Sudhir Venkatesh a assumé les deux rôles – mais seulement pour une journée dans le second cas.

aux locataires – elle négligeait la localité depuis près de 40 ans. Et les locataires n'avaient accès qu'à peu de services sociaux. Dans un tel contexte, les résidents devaient se faire justice eux-mêmes, ce qui voulait quelquefois dire traquer les auteurs de viol et d'agression pour leur infliger une raclée.

Qu'avez-vous appris sur l'interaction de la police avec le gang et ses victimes ?

La majorité des policiers laissaient la communauté à elle-même. Ils ne répondraient pas aux appels, ils ne faisaient jamais de patrouille, bref, c'était la négligence totale. Quelques agents toutefois, essentiellement des Noirs qui avaient grandi dans la communauté prenaient l'initiative : ils travaillaient de concert étroit avec les locataires au maintien de l'ordre. J'ai le plus grand respect pour eux parce qu'ils travaillaient dans des conditions extrêmement dangereuses.

Quels conseils donneriez-vous aux policiers appelés à traiter avec des gangs au quotidien ?

Faire appel à des intermédiaires de la communauté. Le problème dans la plupart des services de police américains est qu'ils estiment ne pas avoir à répondre à qui que ce soit. Les meilleurs agents sont ceux qui mobilisent les citoyens – pas seulement de façon symbolique par des initiatives de police communautaire – mais bien par la participation à la surveillance formelle du service. Il n'est pas bon pour la police d'agir en complète autonomie de la communauté. ■

Les gangs de rue au Canada : dimensions futures

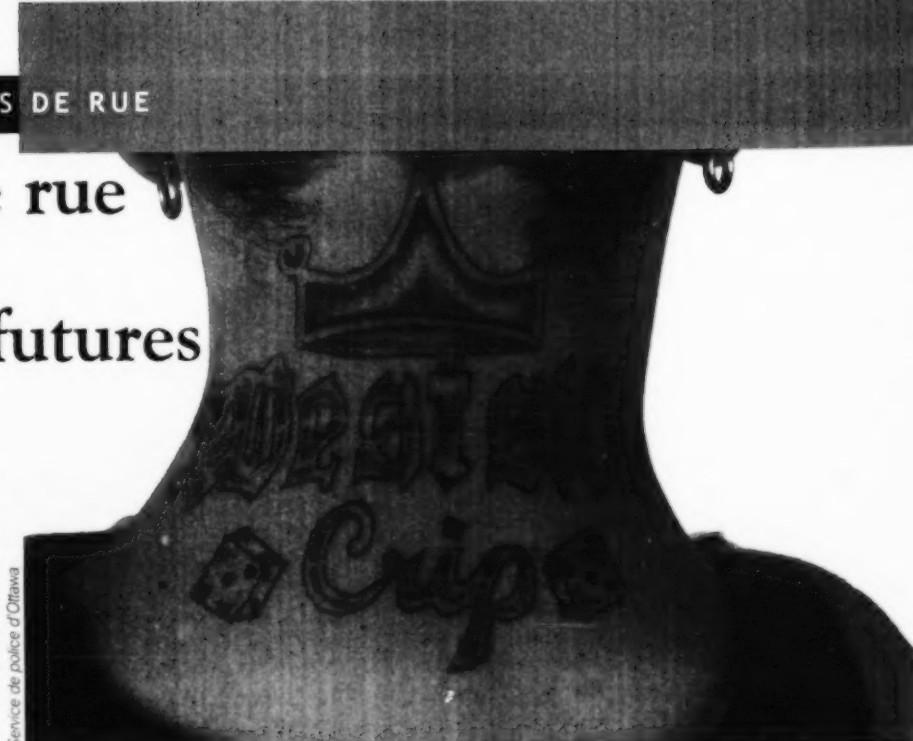
Par Michael C. Chettleburgh

Notre compréhension des gangs de rue au Canada a beaucoup évolué au cours des trois dernières années. Ce sont peut-être les actes de violence inouïe commis dans plusieurs grandes villes en 2005 et surtout les meurtres aveugles de deux adolescents innocents — Jane Creba de Toronto et Phillippe Haiart de Winnipeg — qui ont forcée la population à affronter un problème que les forces de l'ordre connaissent depuis longtemps, mais pour lequel elles manquent de ressources.

Aujourd'hui, les grands services de police sont dotés de groupes musclés affectés aux gangs et aux armes à feu. Les médias couvrent plus que jamais les crimes et les procès liés aux gangs de rue, et les différents paliers de gouvernement financent largement les mesures antigang et la recherche sur les gangs. Des groupes communautaires tels que Community Solutions to Gang Violence à Edmonton ainsi que le comité sur les gangs de jeunes dirigé par Prévention du crime Ottawa ont étudié les conditions locales et décidé de combattre le problème. Nous connaissons mieux que jamais les gangs de rue et pourtant nous sommes en position de rattrapage face à un ennemi qui se transforme et qui prend de l'expansion - et qui continuera probablement de le faire dans un avenir rapproché.

Le contexte canadien

S'il est impossible de garantir la précision de ce chiffre, dans son Rapport annuel sur le crime organisé au Canada de 2006, le Service canadien de renseignements criminels a néanmoins estimé que les gangs de rue y comptaient environ 11 000 membres âgés de moins de 30 ans. Cette estimation est peut-être conservatrice et elle devrait prendre de l'ampleur à mesure que les services de police renforcent leurs groupes spécialisés antigang et récolteront



Service de police d'Ottawa
Les membres des gangs de rue se déplacent d'une province à l'autre, à l'instar de ce membre des Westside Crip, qui a quitté l'Alberta pour s'installer à Ottawa.

des renseignements de meilleure qualité. En tenant compte des membres connus, des membres soupçonnés, des filles et des jeunes femmes associées aux gangs à titre de copines ou d'employées prostituées, des nombreux jeunes aspirants qui risquent de devenir des membres de plein droit ainsi que des affiliations sous-déclarées dans les collectivités autochtones du Nord, le nombre de membres de gangs de rue canadiens et de leurs soi-disant affiliés pourrait être beaucoup plus élevé.

Pourquoi autant de jeunes Canadiens se joignent-ils à de dangereux gangs de rue? Les réponses varient selon l'interlocuteur - certains avancent des explications simplistes qui incriminent la violence dans les médias ou la culture hip hop, d'autres ont des explications socio-économiques au raisonnement étouffé. Parlez à des membres de gangs effectifs ou rétablis et ils invoqueront une famille brisée, la pauvreté, la discrimination persistante, l'exemple de frères, de sœurs ou de parents, le sentiment de camaraderie ainsi que le manque de modèles positifs et de choses à faire. Ils parleront de l'attrait du commerce lucratif des drogues illicites et des dangereuses collectivités de logement social où ils doivent souvent choisir entre deux avenirs : devenir une victime de la violence commise par les

gangs ou joindre les rangs d'un gang et agresser les autres. En clair, puisque deux membres d'un même gang ont chacun leur statut dans le gang et chacun leur propension à la violence, une solution uniformisée pour composer avec les gangs et leurs participants serait inefficace.

Défis futurs

Nous avons fort à faire en répression des gangs. Il est périlleux de généraliser à propos des gangs de rue parce que d'un coin du pays à l'autre, ils sont très différents. Les gangs asiatiques impénétrables de Vancouver sont aussi différents des grands gangs autochtones de Winnipeg que des gangs de Noirs et des gangs multi-ethniques de Toronto et d'ailleurs. Il est cependant assez sûr d'affirmer que les gangs du Canada tout entier recrutent de façon de plus en plus dynamique. Ils attirent des enfants de moins de 12 ans, certains d'à peine huit ans et, les sachant à l'abri des accusations d'infraction criminelle, les font participer à des activités criminelles comme le trafic de drogues. Ils recrutent de jeunes femmes pour travailler, sous la contrainte ou en échange de drogues, dans le marché croissant de la prostitution juvénile.

Nous assistons par ailleurs à une hybridation accrue des gangs de rue caractérisée

par une composition multi-ethnique, une utilisation réduite de signes communicatifs comme les couleurs et le code vestimentaire, le passage de la protection des secteurs géographiques à la protection des marchés économiques, une collaboration accrue avec des groupes traditionnels du crime organisé et une perméabilité nouvelle permettant à des gangs ou des membres de gangs de s'associer pour une courte période afin de commettre des crimes opportunistes avant de se séparer.

Au même moment, la violence et les rivalités s'accentuent pour une part du très lucratif marché des drogues illicites : cocaïne, héroïne et cannabis - mais aussi les drogues synthétiques produites par les gangs : ecstasy, GHB et méthamphétamine. Bien qu'en 2006, le taux de crimes violents commis à l'aide d'armes à feu soit demeuré stable pour la quatrième année consécutive — d'après une étude réalisée en 2006 par Statistique Canada sur les tendances de la violence impliquant des armes à feu — les données de la police indiquent que l'utilisation d'armes à feu lors de crimes violents commis par des jeunes âgés entre 12 et 17 ans a augmenté de 32 pour cent depuis 2002.

Les membres de gangs se « banlieusardisent » de plus en plus — ils délaisSENT les grandes villes pour les secteurs périphériques — et ils passent d'une province à l'autre. Ces déplacements s'expliquent autant par l'efficacité de la répression policière à grande échelle que par la recherche de marchés de drogues non exploités. Plusieurs services de police canadiens confirment l'arrivée dans leur territoire de compétence de gangs américains notoires comme les MS-13, les Latin Kings et les 18th Street. Cette nouvelle signifie une augmentation des armes à feu dans les rues, une plus grande propension des gangsters à les utiliser ainsi que des problèmes liés à l'intimidation des témoins et à la diffusion des campagnes « stop snitchin » qui compliquent l'engagement de poursuites.

Mobilisation contre les gangs de rue

Les gestes que nous poserons au Canada au cours de la prochaine décennie devront

contribuer à freiner la croissance des gangs, dont la nature même favorise l'expansion. Afin de combattre les gangs de rue, les services de police ont besoin de ressources supplémentaires - personnel, technologies, fonds - afin de soutenir le recrutement d'informateurs, la formation sur les gangs, les enquêtes complexes et la création de groupes de travail multipartites (parce que les gangs ne respectent pas les limites des territoires de compétence).

La police doit rester dans la lutte contre le problème des gangs de rue. La GRC, les services de police municipaux et provinciaux et les autres organismes savent maintenant que la police ne peut pas régler le problème des gangs de rue à coup d'arrestations, par la force ou à force de volonté. Elle a besoin de la collaboration de l'ensemble des citoyens et des secteurs de la société pour endiguer la croissance des gangs. Les collectivités qui se reconnaissent une part de responsabilité pour l'existence de gangs dans leur milieu y réagissent avec plus d'efficacité.

Le temps est venu dans chaque ville d'asseoir à la même table les policiers, les citoyens, les dirigeants politiques, les représentants d'organismes de services sociaux, les spécialistes et d'autres professionnels de première ligne afin de faire le point et d'élaborer une «stratégie équilibrée axée sur la collaboration pour faire face au problème des gangs. L'exécution de la loi et la répression dirigées par la police doivent être axées sur les 20 pour cent de tous les mem-

bres de gangs qui sont responsables de 80 pour cent des drames et de la violence qui se déroulent dans nos rues. Parallèlement, il faut consacrer plus de ressources au repérage et à l'intervention précoce auprès des jeunes moyennement

ou très à risque afin de les éloigner des gangs de rue. Les contribuables doivent exiger un plus grand investissement gouvernemental dans les programmes de prévention éprouvés afin de transmettre aux jeunes de moins de 12 ans les expériences de vie et les connaissances dont ils ont besoin pour éviter l'attrait des gangs. Il est aussi nécessaire de faire des efforts supplémentaires pour aider les membres de gangs à s'en sortir parce que la rédemption est toujours possible pour bon nombre de ceux à qui on a inculqué qu'une fois membre d'un gang, il est impossible de le quitter.

Enfin, tous les citoyens ont un rôle à jouer afin d'assurer la santé et la sécurité de leur propre collectivité. Les partenaires d'application de la loi doivent encourager les citoyens à collaborer avec la police, à agir comme des modèles positifs pour les jeunes, à demander davantage de mesures contre les causes fondamentales de l'adhésion aux gangs et à rejeter l'économie souterraine, en particulier le commerce des drogues illicites, qui dicte la croissance des gangs et la violence dont nous sommes de plus en plus souvent témoins. ■

*Michael C. Chettleburgh est président d'Astwood Strategy Corporation et l'auteur de *Young Thugs: Inside the Dangerous World of Canadian Street Gangs* (HarperCollins Canada, 2007), un ouvrage finaliste pour le Prix Donner 2007-2008 qui récompense les meilleurs auteurs d'ouvrages canadiens traitant des politiques publiques.*



Au-delà des territoires

La cupidité et la notoriété motivent les gangs de Toronto

Par le sergent-détective

Douglas Quan

Groupe de travail intégré sur les

armes à feu et les gangs

Service de police de Toronto (TPS)

La période de la fin des années 90 et du début du nouveau millénaire était explosive dans les rues de Toronto. La région du Grand Toronto (RGT) a été le théâtre d'une augmentation des fusillades sauvages et médiatisées dans diverses collectivités. Cette intensification du recours aux armes à feu et des activités des gangs a incité le TPS à planter des projets pilotes et des groupes de travail dédiés pour aborder ce problème de front.

En 2000 et 2001, le TPS a créé un groupe de travail sur la violence de rue, qui est devenu le projet pilote du groupe de travail sur les armes à feu. Le groupe d'enquêteurs qui a dirigé cette initiative a communiqué avec tous les sous-groupes spécialisés et les policiers de première ligne pour recueillir de l'information et frapper rapidement. Les efforts du groupe de travail sur les armes à feu ont porté leurs fruits sous forme de saisies; cependant, ils ont aussi révélé le besoin d'un groupe permanent pour étudier le problème continu des armes à feu illégales. Le groupe de travail sur les

armes à feu a révélé une sous-culture croissante des activités des gangs, d'où la création du groupe de travail sur les gangs.

En 2003, on a fusionné ces groupes pour constituer le Groupe de travail sur les armes à feu et les gangs. C'est durant cette période que le groupe a commencé à considérer les gangs de rue comme des criminels organisés (conformément à l'article 467 du *Code criminel*). Après avoir résolu plusieurs cas graves et soutenu des efforts quotidiens de répression, le groupe a évolué pour devenir le Groupe de travail intégré sur les armes à feu et les gangs (IGGTF).

Effort intégré

L'IGGTF constitue maintenant un des plus grands services du TPS, mais aussi un des plus grands services au pays à traiter les nombreux problèmes associés à la lutte contre le crime organisé - en particulier les gangs de rue criminels organisés.

Les activités de l'IGGTF requièrent les efforts conjugués de quatre sous-sections. Il existe six équipes chargées de l'application quotidienne de la loi, une section de soutien aux enquêtes sur les gangs, une section des grands projets (Partie VI, enquêtes au moyen de l'écoute électrique) et le service d'enquête et d'analyse

sur les armes à feu. Ce dernier s'occupe des expertises, des vérifications et du soutien aux enquêtes relatives à toutes les saisies d'armes à feu et aux incidents connexes pour l'ensemble du TPS.

Les équipes chargées de l'application quotidienne de la loi sont véritablement intégrées; elles comptent sur le soutien de trois membres de la GRC et de six membres de la Police provinciale de l'Ontario détachés par l'Unité provinciale de contrôle des armes. Les membres intégrés travaillent avec les membres du TPS à l'exécution du mandat du TPS visant à améliorer la sécurité des collectivités. Les équipes chargées de l'application quotidienne de la loi appuient tous les services spécialisés du TPS, y compris la brigade des homicides et la brigade des vols à main armée, prêtant leurs ressources à la surveillance, à l'application de la loi et aux enquêtes complexes.

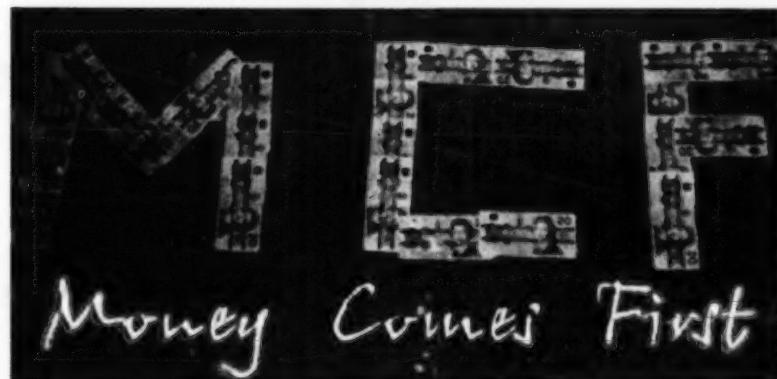
L'évolution de l'IGGTF a permis à ses membres d'acquérir une vaste expérience sur le plan des enquêtes grâce à un engagement de réagir dans les 24 heures suivant un incident violent lié à un gang ou à des armes à feu. L'expérience et les renseignements recueillis lors des enquêtes quotidiennes et au moyen des centaines de milliers de communications interceptées par la section des grands projets permettent aux enquêteurs d'être très informés afin de composer avec le climat de violence de rue souvent provoqué par des gangs de rues criminels organisés.

La cupidité n'a pas de frontière

La ville de Toronto a recensé plus de 140 gangs connus dont les activités se déroulent à l'intérieur de ses limites. Toutefois, les gangs de rue criminels sont dynamiques et en constante évolution. Bien que 75 de ces gangs aient des activités à peu près prévisibles, les activités de 20 à 25 d'entre eux font l'objet d'un suivi incessant. Ce sont ces 20 à 25 gangs qui constituent la plus grande menace pour la sécurité de la collectivité et qui exigent le plus d'attention pour les initiatives policières actuelles.

Les activités criminelles des gangs de rue criminels organisés sont vastes et variées : grands réseaux de distribution de drogues (importation-exportation-cultivation), vols à main armée, trafic d'armes,

MCF ou Money Comes First (l'argent avant tout) illustre la philosophie de la sous-culture des bandes. Cette photo provient d'une bande sud-asiatique ayant adopté la culture gangsta nord-américaine.



Service de police de Toronto

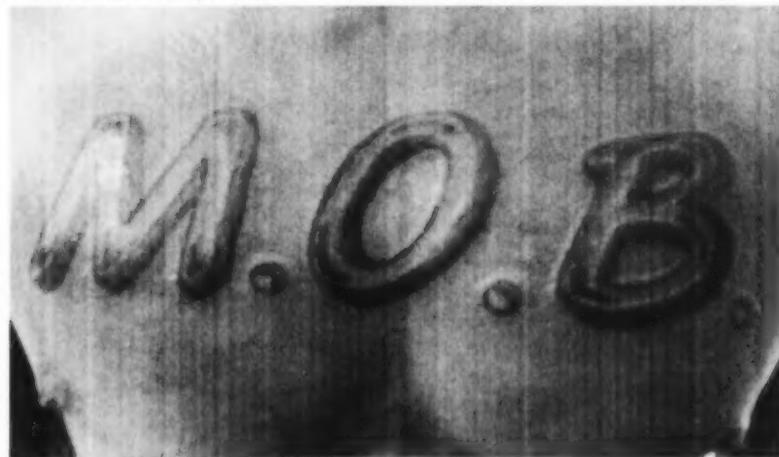
vols de véhicules, fraudes sophistiquées, vols d'identité, actes de violence extrême, fusillades et homicides.

La plupart des gangs de Toronto ont des territoires définis. Cependant, les gros gangs se déplacent de plus en plus, étant donné que leurs activités criminelles, comme le commerce de la drogue, exigent des déplacements dans la RGT. Cette situation accroît les risques de conflits entre gangs rivaux qui se disputent les territoires et la clientèle consommatrice. Les gangs de la région de Toronto évoluent aussi de façon dynamique, s'éloignant peu à peu du modèle traditionnel reposant sur l'appartenance ethnique. Les gangs comptent sur un plus grand effectif et sont motivés en grande partie par les besoins financiers ou matériels et par un désir de notoriété.

Il y a trois principes fondamentaux qui motivent tous les gangs : l'argent, le pouvoir et le respect. La sous-culture des gangs est fortement influencée par la culture populaire et le multimédia. En contrepartie, la sous-culture des gangs influence aussi fortement ces médias. Le principe argent/pouvoir-respect alimente l'expansion des territoires et des activités criminelles et il est la principale cause des agressions ouvertes comme les fusillades et les homicides qui hantent de nombreuses collectivités.

Si les gangs dénichent un marché à exploiter, ils trouveront une façon de profiter des possibilités qui s'offrent à eux.

M.O.B., dans la culture des bandes, revêt différents sens : Member of Bloods (membre des Bloods), Murderer of Bloods (assassin des Bloods), tatouage arboré par certains Crips, ou Money Over Bitches (l'argent avant les filles), qui est habituellement tatoué sur le plan vertical.



Service de police de Toronto

Ceux qui fournissent les outils et les ressources nécessaires à la réussite des gangs tireront le plus d'avantages. Ils obtiendront un certain pouvoir et le respect de leur gang, de même que celui des rivaux. Les gangs ne représentent pas un phénomène nouveau. Ils ont existé sous différentes formes depuis de nombreuses générations. Ils emploient toujours les tactiques de peur et d'intimidation pour atteindre leurs buts.

Échanger des idées

Comme on l'a indiqué, les gangs étendent leurs activités au-delà de leur territoire afin d'accroître la capacité de leurs membres à brasser des affaires. Dans plusieurs régions urbaines voisines de la RGT, les gangs peuvent mener parallèlement des activités sophistiquées liées aux drogues et aux fraudes. Par conséquent, de nombreux services de police voisins ont constaté une augmentation des crimes liés aux gangs dans leur territoire de compétence.

Le besoin de renseignements actuels et précis constitue l'une des plus grandes difficultés du contrôle policier des activités des gangs puisqu'elles croissent, prennent de l'ampleur et évoluent. Il est absolument essentiel que les services de renseignements et d'application de la loi liés aux gangs améliorent leur capacité d'échanger de l'information et de s'appuyer mutuellement lors des enquêtes. Tous les services de police doivent intensifier leurs efforts de

Les gangs étendent leurs activités au-delà de leur territoire afin d'accroître la capacité de leurs membres à brasser des affaires.

consignation, de collecte et d'échange de renseignements, en plus de partager leurs expériences en temps opportun et de façon structurée.

À mesure que les gangs criminels étendent leurs activités en milieu urbain et rural, les limites municipales perdent en importance. Les rivalités de territoires seront toujours une des causes fondamentales de la violence, cependant la mobilité des gangs modernes pose un plus grand problème pour la sécurité des policiers et des collectivités parce que leurs membres franchissent allégement les limites des territoires de compétence pour mener leurs affaires.

La plupart des services de police ont leurs propres définitions et critères leur permettant de reconnaître un crime relié aux gangs, cependant on a souvent recours aux cinq ou six mêmes identificateurs, p. ex. le comportement caractéristique d'un gang ou la possession de l'attirail du gang. De plus, les ressources et les budgets à consacrer à la lutte antigang sont extrêmement limités dans la plupart des régions. Ainsi, le bon sens et la coopération, combinés à un engagement à consigner, à recueillir et à partager adéquatement de l'information utile, permettront à chaque service de police de définir efficacement ses problèmes liés aux gangs et de mieux comprendre et assurer la sécurité de ses collectivités. ■

LA GAZETTE EN LIGNE A UN NOUVEAU SITE!

Inscrivez

www.rcmp.ca/gazette/index.html
dans vos signets et venez faire un tour.

Les gangs de rue : perspective du régime correctionnel fédéral

Par Luciano Bentenuto
Service correctionnel du Canada

Les gangs et le crime organisé soulèvent de nouvelles difficultés pour le régime correctionnel du Canada. Les lois adoptées pour combattre le crime organisé, la stratégie proactive embrassée à cet égard par les organismes d'application de la loi et les poursuites de plus en plus réussies dans ce domaine ont fait grimper le nombre de membres ou d'affiliés de gangs qui purgent des peines de deux ans ou plus dans les pénitenciers fédéraux.

Données démographiques

Ces dernières années, les bandes de motards criminalisés (BMC) et les groupes du crime organisé traditionnel ont attiré beaucoup d'attention. Or, depuis l'émergence des gangs de rue et de groupes semblables comme les bandes autochtones, le Service correctionnel du Canada (SCC) a constaté une nette évolution de la population de délinquants et, surtout, du nombre de gangs.

On compte maintenant 55 types de gangs sous l'autorité du SCC. Au 30 décembre 2007, on avait relevé 1 882 délinquants qui étaient membres ou associés d'une organisation criminelle. Soixante-six pour cent d'entre eux étaient incarcérés, et 34 p. 100 faisaient l'objet d'une supervision communautaire quelconque. Pour la majorité, cette affiliation

datait d'avant l'incarcération. Selon les premières estimations, le nombre de délinquants affiliés à un gang augmentera d'environ 5 à 10 p. 100 d'ici deux ans.

Au sein du même groupe, on a dénombré 548 délinquants qui étaient membres ou affiliés d'un gang autochtone, le type de bande le plus important au sein du SCC. Quatre-vingt-six pour cent de ces délinquants purgent leur peine dans les Prairies. Le nombre de délinquants associés à des gangs de rue (plutôt qu'à des BMC ou à d'autres organisations criminelles) a connu une hausse de 119 p. 100, passant de 213 en 2000 à 467 en 2007. Les gangs de rue forment maintenant un groupe légèrement plus nombreux que les BMC.

Défis

L'expansion constante des gangs dans le régime correctionnel crée plusieurs problèmes pour le SCC :

- questions de pouvoir et de contrôle découlant de l'intimidation, de l'extorsion et de la violence chez les délinquants en milieu carcéral et sous supervision communautaire;
- incompatibilités et rivalités entre les divers groupes;
- distribution de drogues dans les établissements et maintien de relations avec des organisations criminelles de l'extérieur;
- capacité des établissements à sécurité maximale de composer avec le nombre croissant de condamnations relatives à des crimes graves liés aux gangs.

De 2003 à 2006, on a observé une hausse de 50 p. 100 du nombre de délinquants sous responsabilité fédérale reconnus coupables d'infractions liées aux armes et affiliés à un gang.

Pour composer avec le phénomène des gangs, le SCC a mis au point une stratégie multidimensionnelle qui vise notamment

les objectifs suivants :

- reconnaître que les organisations criminelles menacent gravement la gestion et le fonctionnement sécuritaires, efficaces et ordonnés de nos établissements et de nos groupes communautaires opérationnels;
- veiller à ce que toutes les mesures se fondent sur la politique correctionnelle approuvée;
- affirmer notre refus de tolérer les actes de violence et les autres actes criminels commis par les membres et les associés d'organisations criminelles, que ce soit en établissement ou pendant une libération conditionnelle.

Gestion des risques

Le SCC utilise un modèle de gestion des risques fondé sur les renseignements, qui permet d'orienter les activités en privilégiant des mesures préventives et proactives adaptées à la gestion des risques liés aux activités quotidiennes des services correctionnels. Ce modèle tient compte du fait que la gestion de délinquants dans le régime correctionnel présente des risques inhérents, surtout lorsque ces délinquants sont associés à des organisations criminelles.

L'objectif ultime du modèle est d'améliorer l'efficacité des mesures prises en réponse aux menaces à la sécurité en augmentant les capacités de collecte, d'analyse et de diffusion des agents de renseignements de sécurité dans les établissements et dans la communauté. Il favorise aussi un partenariat intercompétences qui permet l'échange sûr de renseignements avec nos partenaires en application de la loi, dont le Service canadien de renseignements criminels, la Gendarmerie royale du Canada et la Commission nationale des libérations conditionnelles.

Selon les premières estimations, le nombre de délinquants affiliés à un gang augmentera d'environ 5 à 10 p. 100 d'ici deux ans.

Gestion des gangs

Bien que le SCC privilégie l'intégration des délinquants, la dynamique complexe et la structure variable des bandes empêchent l'adoption d'une stratégie universelle pour la gestion des gangs. Les rivalités et les incompatibilités actuelles pourraient obliger le SCC à séparer certains gangs.

Il faut parfois séparer des gangs rivaux afin de gérer efficacement les activités correctionnelles. Les gangs sont alors hébergés dans des lieux distincts pour éviter autant que possible les contacts et les incidents. Toutefois, la ségrégation n'est pas toujours une solution réaliste. Les agents correctionnels évaluent chaque situation au cas par cas et déterminent les interventions appropriées à l'échelon local, afin d'assurer efficacement la sécurité dans les établissements.

De plus, le SCC offre à tous les délinquants concernés la possibilité de rompre avec leur gang et prend les mesures nécessaires pour empêcher ceux qui maintiennent leur affiliation d'exercer leur pouvoir et leur influence en établissement et dans la communauté. Quant aux délinquants qui ne sont associés à aucune organisation criminelle ou qui ont rompu leur affiliation, on

s'emploie à les empêcher de prendre part à des activités qui favoriseraient leur recrutement ou leur initiation en tant que membres d'un gang.

Prévention, intervention, suppression

La stratégie correctionnelle en ce qui concerne la gestion des gangs doit rester suffisamment flexible pour s'adapter à l'évolution du phénomène; elle doit aussi viser autant les individus que les groupes auxquels ils appartiennent. Cela implique l'adoption de stratégies multiples qui misent sur des modèles de prévention, d'intervention et de suppression.

Comme environ 92 pour 100 des délinquants sous responsabilité fédérale qui relèvent du SCC ne sont ni membres ni associés d'un gang, la majorité des initiatives ou des programmes élaborés pour répondre aux besoins des délinquants sont axés sur la prévention.

Conclusion

Il ne fait aucun doute que la gestion des gangs dans le contexte correctionnel demeure une question complexe dont les répercussions ont une large portée. La hausse prévue du nombre de délinquants

Comme environ 92 pour 100 des délinquants sous responsabilité fédérale qui relèvent du SCC ne sont ni membres ni associés d'un gang, la majorité des initiatives ou des programmes élaborés pour répondre aux besoins des délinquants sont axés sur la prévention.

reconnus comme appartenant ou associés à un groupe criminel continuera d'exercer une pression sur les ressources en place, puisque ces délinquants compliquent les activités correctionnelles directes de différentes façons.

Quoi qu'il en soit, le SCC demeure résolu à participer à l'effort collectif de tous les organismes d'application de la loi au pays pour offrir aux Canadiens un environnement sûr et libre de gangs ainsi que de la violence qui leur est associée. ■



Problème de gangs?

Allez au-delà de l'exécution de la loi, affirme un expert

Le problème des gangs peut toucher n'importe quelle collectivité - une grande métropole comme un petit village. Bien que tous les problèmes soient uniques, les stratégies pour les résoudre sont souvent les mêmes. Tony Moreno, ancien membre du service de police de Los Angeles, compte plus de 30 ans d'expérience en application de la loi et en formation concernant les gangs. Il évalue des moyens que les policiers de toute collectivité pourront utiliser pour éviter que des gangs de rue ne s'implantent et pour les démanteler.

Par Tony Moreno

La grande différence entre le problème des gangs des années 70 et 80 et celui qui existe aujourd'hui est qu'il touche maintenant une plus grande partie de la société. Il fut un temps où on croyait que les gangs n'existaient que dans des grandes villes comme New York et Los Angeles. On a aussi longtemps cru qu'il s'agissait d'un problème associé aux secteurs pauvres des grandes régions urbaines et aux groupes ethniques ou minoritaires qui y vivent.

On minimisait généralement l'importance du problème des gangs en croyant qu'il ne concernait que « ces personnes » dans « ces secteurs ». Bien que le portrait n'était pas complet ni exact, cette croyance était répandue et une grande partie de la société ne prêtait pas attention au problème. À titre d'agent de police ayant donné de la formation sur les gangs au Canada et aux États-Unis, j'ai perçu le même déni de la réalité au Canada; certaines personnes croient que ce problème ne touche que les grandes villes américaines.

Il est évident que le problème des gangs existe dans nos villes, nos banlieues et nos villages et qu'il ne se limite pas qu'à certains groupes de race, d'ethnie ou de culture commune. Certaines collectivités éprouvent un problème de gang plus grave que leurs voisines, mais le problème peut

exister et se développer partout.

Causes fondamentales

Le meilleur moyen de composer avec les gangs consiste à empêcher les enfants de s'y joindre dès le départ. En d'autres termes, considérez les raisons incitant les enfants à adhérer à un gang : vie familiale déficiente, problèmes scolaires, manque de discipline et de supervision et attrait d'influences négatives. Le club de devoirs et leçons exploité par le Service de police d'Ottawa et le Club des garçons et filles d'Ottawa est un bon exemple de programme efficace pour prévenir l'affiliation à un gang. Le programme occupe une heure de la journée où de nombreux jeunes ont terminé leurs cours, mais man-

quent de supervision adéquate parce que leurs parents sont au travail. Le club offre aux élèves un endroit à fréquenter après l'école et il les appuie dans leurs efforts d'éducation.

Partenaires communautaires

En tant qu'agents de police, nous oubliions parfois que d'autres forces de la collectivité s'intéressent aux mêmes problèmes. En reconnaissant et en respectant les divers rôles et en travaillant de façon cohésive et unie, nous pourrons mieux attaquer le problème des gangs. Autrement dit, les policiers doivent collaborer avec d'autres professionnels d'associations éducatives et médicales, des groupes de services sociaux et des organisations communautaires. Apprendre à se connaître, à se respecter et à comprendre nos différents rôles sont des étapes essentielles afin de résoudre ces problèmes.

Étant donné que les gangs et leurs membres fluctuent, se déplacent et ont des activités criminelles dans de nombreux



secteurs, les services de police doivent également être souples et entretenir un réseau de professionnels issus de différents secteurs du maintien de l'ordre. Il importe d'établir et de conserver des relations de travail positives avec les services de police nationaux, provinciaux et locaux. Cette approche coopérative explique en partie le succès du modèle du groupe de travail où de nombreux organismes travaillent ensemble à lutter contre les gangs. Sur le terrain, la lutte contre les gangs demande aux policiers d'avoir de bons contacts à l'intérieur des appareils judiciaire et correctionnel et des services de probation et de libération conditionnelle.

Évaluation du problème

Admettre l'existence d'un problème de gang n'est pas une chose aisée. Un tel problème peut porter atteinte à la réputation de la collectivité, créer un sentiment négatif et même nuire à la valeur des propriétés. Personne n'en veut dans sa cour. La mesure la plus efficace et la plus responsable consiste à évaluer précisément le problème. Vous pouvez le faire en recueillant de l'information sur les activités du gang et en y associant de la documentation. Pour déterminer qu'un gang existe, que des membres d'un gang sont dans la collectivité et qu'ils ont des activités criminelles, la documentation suivante est nécessaire : rapports criminels, rapports d'arrestation, rapports d'entrevue sur le terrain, photographies, rapports de renseignements, documents de procédure et rapports d'incident.

Si vous faites de la surveillance policière dans une collectivité qui refuse l'évidence, il peut être utile de vous préparer pour le moment où elle ne pourra plus la nier. Si un problème existe, il ne se résoudra pas par magie. Un crime ou un incident majeur finira par se produire et les policiers doivent être prêts.

À moins d'être complètement réadaptés pendant leur incarcération, ces membres de gangs reviennent simplement dans nos collectivités en étant plus efficaces et plus engagés.

L'importance de la connaissance
De tous les policiers que j'ai côtoyés au fil des années, ceux qui ont le mieux réussi à contrer les gangs avaient un point en commun : ils étaient passés maîtres dans l'art de cultiver, de traiter et d'utiliser l'information.

Qu'il s'agisse d'une grande métropole ou de la périphérie d'un détachement éloigné, le problème des gangs est particulier à chaque endroit. L'agent qui parvient à jeter des ponts avec la collectivité et à recueillir de l'information sur les gangs se rend indispensable à l'organisation ; il n'est pas donné à tout le monde de réussir à la tâche. Les meilleurs policiers affectés aux gangs obtiennent de l'information des victimes, des témoins, des concitoyens, d'autres professionnels, des membres de gangs eux-mêmes et de toute autre personne ayant quelque chose à partager. En matière de gangs, attirez les confidences. Plus vous en savez, plus vous êtes en sécurité.

Prévention, intervention, application de la loi

En tant qu'agents de police, nous comprenons l'importance des initiatives musclées d'application de la loi dans la lutte contre les gangs. Cependant, il appert que la seule application de la loi ne suffit pas à des endroits comme Los Angeles. Un sage (le serg. à la retraite Wes McBride du bureau du shérif du comté de Los Angeles) a déjà déclaré : [TRADUCTION] « nous ne réglerons pas le problème en procédant à des arrestations ». Un travail policier dynamique et efficace est en cours dans de nombreuses collectivités et un grand nombre de membres de gangs prennent le chemin de nos prisons. À moins d'être complètement réadaptés pendant leur incarcération, ces membres de gangs reviennent simplement dans nos collectivités en étant plus efficaces et plus engagés.



L'unité spécialisée Citywide Field Unit du LAPD procède à l'arrestation d'un membre du gang « Rolling 30s Crip » recherché en lien avec de multiples vols à main armée.

Tony Moreno

Dans nos collectivités — même celles où le problème des gangs est nouveau — des enfants et de jeunes adultes en seront à diverses étapes d'une affiliation réelle ou potentielle à un gang. Afin d'intervenir efficacement, il est nécessaire de consacrer les ressources voulues pour empêcher les enfants d'adhérer à des gangs ou de s'interposer et d'offrir d'autres occupations qui attireront les membres hors des gangs. Les facteurs et les causes fondamentales de l'appartenance à un gang diffèrent d'une personne à l'autre. Une intervention progressive et multidimensionnelle doit comprendre des éléments de prévention, d'intervention et d'application de la loi.

De nos jours, les agents de police peuvent servir de catalyseurs dans la lutte contre la violence et les activités criminelles des gangs en exerçant ouvertement un leadership dans la résistance contre les gangs et tout ce qu'ils représentent. Le fait d'orchestrer la résistance aux gangs expose aussi les policiers à de plus grands risques. S'attaquer à un problème de gang peut être extrêmement difficile et frustrant et il n'existe pas de potion magique ni de « gourou » possédant toutes les réponses. Le problème des gangs est extrêmement complexe.

Nous pouvons cependant compter sur nous-mêmes : les agents sur le terrain dans cette lutte contre les gangs. Vos homologues de Toronto, de Yellowknife, de Winnipeg ou de Los Angeles sont occupés à sécuriser leur collectivité à leur façon. Plus vous comprendrez le problème des gangs dans votre région, plus vous serez efficace et en sécurité. Votre collectivité, votre organisation et les personnes qui vous tiennent à cœur en bénéficieront. ■

Les maras de l'Amérique centrale

La culture des gangs attise la violence en Amérique centrale

Par Héctor Lombardo Morales Rodriguez
Procureur adjoint,
Bureau du procureur
Guatemala

Au début des années 80, des guerres civiles exacerbées par des idéologies politiques antagonistes et par l'intervention étrangère sévissaient dans la plupart des pays de l'Amérique centrale. Les conflits ont entraîné des milliers de morts et la migration de nombreux Centraméricains vers l'Amérique du Nord, surtout aux États-Unis, où ils se sont occidentalisés. Les jeunes immigrants en particulier ont alors commencé à adopter la musique, la culture et les moeurs de leurs camarades nord-américains.

Le retour forcé d'un grand nombre de ces immigrants dans leur pays d'origine, plus conservateur et traditionnel, a entraîné la création de groupes de jeunes perçus comme des étrangers par les autres Centraméricains qui, pour la plupart, étaient préoccupés par les dures réalités

sociopolitiques touchant leur quotidien.

Même si ces groupes étaient de mieux en mieux organisés et participaient déjà à des activités criminelles de faible envergure, comme les vols et les délits contre la propriété, ils n'étaient pas pris au sérieux par les autorités, qui voyaient le phénomène comme une mode inspirée des coutumes d'ailleurs ramenées par ceux qui avaient fui le pays. Les crimes violents, tels les homicides et les activités propres au crime organisé, n'étaient alors que sporadiques.

Aux États-Unis, en revanche, la formation de soi-disant gangs de rue composés de Centraméricains et de Mexicains était beaucoup plus avancée. Leur présence et leur notoriété dans le pays avaient atteint une ampleur telle que les autorités avaient commencé, en réaction aux pressions de la population et des médias, à cibler les groupes structurés de jeunes qui commettaient des crimes et usaient de violence pour défendre leur territoire contre des bandes rivales. Entre-temps, la culture des gangs a continué à

prendre de l'expansion au sein de diverses communautés latino-américaines, principalement celles de Miami, de Chicago, de Los Angeles et de New York, majoritairement dans les États des côtes Est et Ouest.

Or, les autorités américaines ont mis du temps à réagir au problème. Lorsque le climat et les politiques anti-immigrants se sont traduits par des mesures de répression concertées à l'égard des gangs, la bande de la 18e rue (Mara 18) et le gang Mara Salvatrucha 13 (MS 13) étaient déjà solidement enracinés. Au début des années 90, au moment où les premiers Centraméricains, pour la plupart des Guatémaltèques, des Salvadoriens et des Honduriens, ont été déportés dans leur pays d'origine, bon nombre de membres de gangs et de jeunes à risque en faisaient partie.

Ces gens sont donc retournés vivre dans des quartiers défavorisés en marge de la société, où le manque de planification publique, les mesures de sécurité insuffisantes et les services de police médiocres ont permis aux bandes MS 13 et Mara 18 de recruter facilement et de constituer des groupes ayant un grand sentiment d'appartenance à leur barrio ou quartier. Ces groupes commettaient des crimes d'une violence extrême, y compris des homicides, des viols et de l'extorsion. Ils ont aussi commencé à conjuguer leurs activités à celles de groupes du crime organisé, les aidant à commettre des délits et ne reculant devant rien, quitte à se faire tuer.

Le problème s'est aggravé vers la fin des années 90 et au début du nouveau millénaire. Dans les quartiers marginaux situés en périphérie des villes, où les familles vivent pour la plupart dans la pauvreté, les maras ont pris le contrôle permanent de la majorité des activités commerciales, religieuses et sociales. Les travailleurs qui résistaient à l'autorité et à l'intimidation des gangs ou qui refusaient de se plier à leurs tentatives d'extorsion étaient souvent forcés d'abandonner leur foyer sous peine de se faire tuer. De fait, les vies humaines ayant

Au Guatemala, les membres des gangs ont facilement accès à de la drogue, même en prison.



Lombardo Rodriguez

tellement perdu de leur valeur, un simple citoyen incapable de payer l'équivalent de deux ou trois dollars par semaine exigés par les membres d'un gang ayant le contrôle de son quartier pouvait être sommairement exécuté. En outre, les jeunes de ces quartiers étaient arrachés à leur famille et forcés de se joindre à des clicas (les cellules locales des bandes) dès huit ou neuf ans.

Des défis de taille pour la police
Le phénomène des gangs est encore mal compris, certes, et les enquêtes sur ceux-ci et sur leurs membres représentent un défi de taille. Il est évident que les membres d'une cellule (ou clica) embrassent une même idéologie et qu'il se crée un lien de solidarité au sein du groupe; or, il est inconcevable qu'un membre de la MS 13 puisse avoir à son actif 30 homicides et 25 viols, sans compter les innombrables délits contre la propriété et crimes contre la liberté individuelle qu'il a commis, avant qu'il ne se fasse arrêter. Il n'est pas facile de mesurer l'ampleur des ravages émotionnels chez les familles dont l'un ou plusieurs des membres ont été tués par cet individu ou qui sont morts après qu'il ait été forcés à se joindre à la clica.

Les services de police doivent admettre leur incapacité à comprendre le

phénomène des gangs et à y remédier adéquatement. Par exemple, au Guatemala, les autorités ne disposent ni d'une stratégie exhaustive, planifiée et préventive à cet égard, ni d'un groupe d'intervention ayant pour mandat de cerner le problème et de s'attaquer à ses fondements. Au lieu de cela, des mesures de répression sont prises de manière précipitée et désordonnée, ce qui entraîne souvent le recours à des moyens extrêmes, comme la torture, qui sont loin de résoudre les causes profondes du problème et réduisent encore plus le respect et la confiance de la population envers les autorités.

Le nombre peu élevé de poursuites dont font l'objet les membres de gang témoigne de l'inefficacité des stratégies en place. De plus, les banques de renseignements tactiques et stratégiques ne sont pas exploitées comme il se doit. Même si la lutte contre ces groupes présente d'importants obstacles, les bases de données existantes devraient être utilisées pour organiser la surveillance efficace des activités criminelles. Un certain nombre de faiblesses ont été cernées chez les gangs et devraient être exploitées pour éliminer les gangs dès leur formation. Ce type de mesures concertées découv-



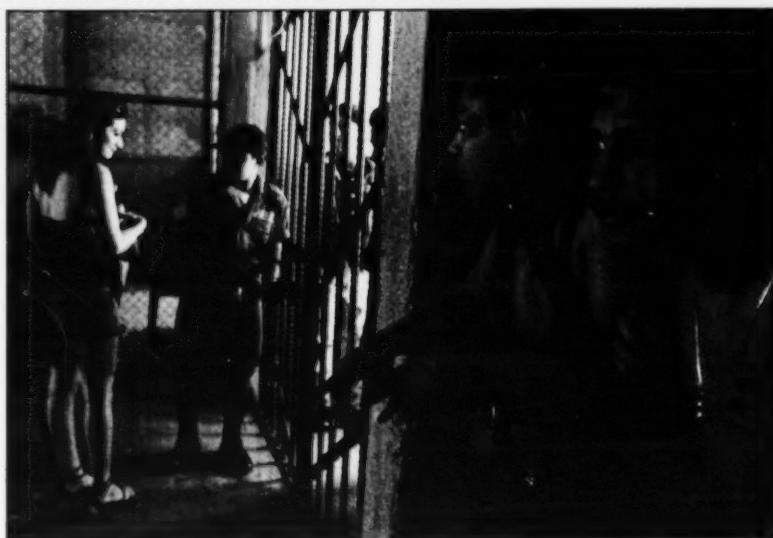
Isabel Maroz

Un membre du gang des MS 13 montre un signe de son gang.

rageraient les autorités à adopter des moyens punitifs comme la torture, qui ne font qu'exacerber le sentiment de colère et la violence et embellir l'image du gang aux yeux des nouvelles générations sur le point de se joindre aux maras.

Des études approfondies sont bel et bien menées pour élucider l'origine du problème des gangs en vue de trouver des solutions viables pour empêcher les bandes de recruter les jeunes à risque habitant des quartiers marginaux. Ces études visent une meilleure compréhension de la véritable ampleur et raison d'être de ces gangs, qui, même s'ils semblent récalcitrants, sont incompris de la société et des autorités chargées d'administrer la justice. Il faut dorénavant pousser la réflexion au-delà du simple dépouillement de crimes atroces perpétrés par les gangs, qui n'aide aucunement à résoudre le problème une fois pour toutes. ■

Des membres de gangs dans une prison près de la ville de Guatemala



Lombardo Rojas

... Suite de la page 2

Sites Web

Liste de sources d'information sur les bandes de rue

http://mail.nvnet.org/~cooper_j/YouthGangWQSite/resources.htm

National Gang Crime Research Center

www.ngcrc.com

Comparaison entre les gangs de rue de France et du Canada

Par Christophe Soullez

Criminologue, Institut National des
Hautes Études de Sécurité

En France, les bandes de rue existent depuis longtemps et ont très souvent défrayé la chronique : les blousons noirs, les bandes de zulus, les skinheads des groupuscules d'extrême droite, etc. En remontant encore plus loin dans l'histoire de notre pays, les bandes de détisseurs qui écumaient les campagnes ou les brigands de la cour des miracles en plein cœur de Paris portaient déjà les germes d'une criminalité urbaine collective, souvent juvénile, et toujours crapuleuse.

Dans l'imaginaire collectif, les bandes de rue sont essentiellement composées de jeunes hommes désœuvrés qui, de part leur inactivité et, parfois, leur comportement marginal, sont perçues comme menaçantes et susceptibles, à tout moment, de passer à l'acte criminel.

Mais, là où la bande devient socialement préoccupante, c'est lorsque l'activité de ses membres devient illégale et que la bande sert alors de paravent à des activités criminelles ou qu'elle abrite des comportements anti-institutionnels.

La France contemporaine a fait connaissance avec ce dernier type de bandes dans les années 80 au moment des premiers

incendies de véhicules et affrontements avec les forces de l'ordre. Puis, depuis 27 ans, dans les quartiers dits « sensibles », elles se sont développées. Les quartiers sensibles sont déterminés par la présence de grands ensembles ou de quartiers d'habitat dégradés, par un chômage élevé et par de plus grandes difficultés dans les conditions de vie au quotidien pour les habitants.

Aujourd'hui, la France doit faire face à des groupes de plus en plus organisés (même si cela reste une organisation sommaire, on constate, notamment lors des affrontements avec les forces de police, des tentatives de stratégie), dont les noyaux durs se caractérisent par un fort rejet antisocial et par des activités criminelles soutenues.

Tendances communes

La France et le Canada connaissent des situations si ce n'est identiques tout au moins comparables. Les deux pays sont ainsi confrontés au développement des bandes, à une augmentation et une banalisation de la violence, et à une aggravation des faits commis par des mineurs. L'essor des bandes ou des gangs est une préoccupation croissante des autorités fédérales et provinciales canadiennes. En France, bien que la question des bandes soit un sujet occulté, on sait que les responsables policiers sont inquiets de la montée en puissance de nombreuses bandes territoriales qui se caractérisent notamment par un recours quasi exclusif et de plus en plus fréquent à la violence.

Les deux pays connaissent une criminalité de groupes fortement marquée par l'origine ethnique de certains membres et ce dans une logique communautaire.

Au Québec, et plus largement au Canada, les bandes de motards criminalisés (notamment les Hell's



Angels) regroupent des criminels appartenant à la population blanche alors que les gangs de rue sont principalement composés d'individus hispaniques (exportés des États-Unis voisins ou d'autres États d'Amérique Centrale), afro-américains, autochtones canadiens ou originaires de Jamaïque ou d'Haïti.

En France, si les membres appartenant à des bandes sont majoritairement à l'image de la composition sociologique des quartiers où ils habitent, on observe depuis quelques années le développement de bandes ethniquement homogènes et principalement composées de jeunes originaires d'Afrique subsaharienne. Une évolution due tout autant au désir de se regrouper entre personnes d'une même communauté qu'au fait que si certaines bandes rassemblent une majorité d'individus ayant la même origine c'est parce que ces personnes vivent elles-mêmes dans des quartiers homogènes. On ne pourra toutefois s'empêcher d'être préoccupé par cette évolution communautaire et par ces prémisses d'une activité marquée tant par son caractère crapuleux que par un discours antioccidental la légitimant.

L'augmentation de la violence est également un des principaux éléments caractérisant l'évolution récente des bandes tant en France qu'au Canada. À l'occasion d'infractions crapuleuses ou de conflits entre bandes, ou plus singulièrement en France lors d'affrontements entre jeunes et fonctionnaires de police, l'usage de la violence par les criminels s'est fortement



banalisé. Toute confrontation est susceptible de générer des actes violents en direction, soit des forces de sécurité, soit d'éventuelles autres cibles comme des concurrents, des habitants d'autres quartiers ou encore plus simplement de simples victimes de vols. Les récentes violences de Villiers-le-Bel (95) en novembre 2007, et l'usage d'armes à feu contre les forces de l'ordre, sont l'illustration de cette augmentation du niveau de violence.*

Tendances divergentes

Par ailleurs, dans les deux pays, on constate des liens de plus en plus forts et étroits entre les bandes territoriales et les activités criminelles traditionnelles. En France, la présence croissante d'armes et de chiens d'attaque, la multiplication des règlements de comptes entre dealers deviennent les instruments d'une sanctuarisation du territoire au profit des trafiquants. La consolidation de certains trafics sur des territoires donnés engendre des violences spécifiques très difficiles à contrôler. L'enracinement dans un quartier de trafics ayant atteint un certain niveau de sophistication génère des violences, liées à l'exacerbation des tensions « commerciales » entre l'ensemble des acteurs du trafic ou à la nécessité pour ceux-ci de défendre leur territoire. Chaque bande contrôle ainsi son activité criminelle sur son territoire avec sa propre organisation et sans intermédiaire.

En France, les membres de ces bandes appartiennent à la deuxième génération d'immigrants, âgée aujourd'hui de 25 à 35 ans, et ont grandi, durant ces quinze dernières années, dans des quartiers de plus en plus criminogènes. Plus jeunes, ils ont participé aux violences urbaines des années 1990 puis se sont progressivement convertis à des activités criminelles plus structurées. Dans la majorité des cas, ces réseaux ne font pas encore appel à des marques d'appartenance ou à des rites initiatiques comme c'est le cas aux États-Unis ou au Canada.

Aujourd'hui, en France, comme au Canada, la majorité des bandes se caractérise par une organisation type « galaxie » avec des cercles concentriques. Au sein de chaque cercle, chaque acteur occupe une fonction bien déterminée,

L'appartenance à tel ou tel cercle dépend soit de l'âge (les plus jeunes serviront de guetteur par exemple) soit du mérite (un excellent vendeur pourra intégrer un cercle plus proche du centre névralgique et ainsi se voir confier d'autres missions et voir sa rétribution croître).

Cette nouvelle forme de criminalité se distingue aussi des groupes criminels plus traditionnels par sa polyvalence. Les criminels issus des quartiers dits difficiles s'attaquent à toute forme de délinquance (vols de fret, transports de stupéfiants, enlèvements et racketts, etc.) ou, pour les stupéfiants, à tous les produits.

En France, aux côtés de ces bandes parfois instables, mais disposant pour la plupart d'un noyau dur actif en matière criminelle, on trouve de nombreux jeunes aspirés par le groupe et qui participent tout autant aux activités de la bande qu'à des actes de violences urbaines ou anti-institutionnelles. Toutefois, sur les territoires où l'économie souterraine est la plus enracinée, et le trafic ayant besoin de calme pour prospérer, les violences de type urbain sont souvent très rares et ne sont que des épiphénomènes vite contrôlés par les caïds du quartier.

Au-delà de ces constats communs, portant principalement sur le développement de groupes criminels organisés et le recours accru à la violence, quelques différences demeurent entre les deux pays.

Ainsi, le Canada compte plus de 300 gangs de rue dont l'activité est principalement orientée vers la recherche du profit. La France compte sûrement beaucoup plus que 300 bandes car, de fait, chaque quartier sensible compte au moins une bande qui entend contrôler son territoire (très limité, le cas échéant). Nos quartiers classés en zone urbaine sensible étant au nombre de 650, on pourrait facilement en déduire que la métropole comporterait près de 600 à 700 bandes.

Mais, en revanche, la quasi majorité des bandes limitent leur influence criminelle au seul territoire de la cité et n'ont pas – encore – de volonté expan-

sioniste et de stratégie de conquête. Contrairement à quelques gangs de rue canadiens ou américains (dits mégagangs) dont les membres essaient sur l'ensemble du territoire avec pour objectif d'étendre leur trafic et de maîtriser un nombre de plus en plus important de quartiers, les bandes françaises se contentent, aujourd'hui, de gérer leurs activités criminelles localement.

La seconde différence importante porte sur les violences de type urbain. Les objectifs que poursuivent les gangs de rue canadiens sont simples : faire du « bizness » et gagner de l'argent à travers des activités illégales. Il n'existe pas, dans ce pays, de violences urbaines telles que celles que connaît la France depuis 25 ans, c'est-à-dire des violences perpétrées, sans véritable rationalité, et avec pour seul objectif le rejet des acteurs institutionnels et la recherche d'affrontements avec les forces de l'ordre.

Certains États peuvent, comme en France, connaître des explosions conjoncturelles de violence, avec affrontements entre jeunes et forces de l'ordre, suite notamment à un incident entre jeunes et services de police. Mais les violences urbaines quotidiennes, qui se caractérisent notamment par le harcèlement quotidien des acteurs étrangers au territoire, sont encore une spécificité française qui s'étend peu à peu à d'autres États européens. ■

Christophe Soulez est coauteur de Violences et insécurité urbaines et Les stratégies de la sécurité (PUF).

* Des émeutes ont éclaté à Villiers-le-Bel, dans la banlieue nord de Paris, après le décès de deux jeunes entrés en collision avec une voiture de police. Les émeutiers ont tiré sur les policiers et incendié des voitures et des bâtiments.



Les bandes de jeunes en France

La situation en banlieue de Lyon

Par Richard Pla
Chef du Commissariat de
Vénissieux/Saint-Fons, en France

À Vénissieux, une ville de 57 000 habitants de la banlieue lyonnaise, quelque 20 000 vénissians résident dans la cité sensible des Minguettes.

C'est aux Minguettes qu'ont éclaté les premières violences urbaines de France, en 1981. Ces événements, suivis d'une poussée de violence dans une autre banlieue de Lyon en 1990 et d'autres affrontements ces trois dernières années, ont contribué à la médiatisation des quartiers français dits sensibles et des bandes de jeunes qui y vivent. La Police Nationale, comme la plupart des responsables politiques et institutionnels, cherche sans cesse à améliorer la prise en compte de ce type de délinquance.

Dans cette optique, le Commissariat de Vénissieux œuvre notamment dans deux directions complémentaires : l'adaptation de l'organisation interne et des méthodes de travail, et le développement d'un partenariat opérationnel avec les autorités locales.

Nouvelles structures et stratégies
 À l'interne, le Commissariat a créé un groupe de nuit supplémentaire au détriment des effectifs de jour. Ce groupe est composé de policiers qui travaillent en civil à bord d'un véhicule automobile banalisé. Sa mission première est de lutter contre les violences urbaines par des patrouilles, des surveillances discrètes et des interpellations en flagrant délit.

Un groupe de juristes chargés d'enquêter sur les incidents de violence urbaine a également été constitué. Ces efforts portent notamment sur les incendies volontaires de véhicules automobiles et sur les jets de projectiles visant les représentants des institutions.

L'accueil des plaignants et la prise en charge des personnes en grande difficulté ont été améliorés avec l'embauche par le Commissariat d'un intervenant social tra-

vaillant à temps plein.

De même, la recherche d'une plus grande maîtrise du territoire inspire largement le travail quotidien du service. Sans être exhaustive, elle induit des actions à long terme dans plusieurs domaines. Ainsi, les interpellations pour infraction à la législation sur les stupéfiants ont quadruplé au cours des cinq dernières années.

La lutte contre l'économie souterraine, notamment le trafic de stupéfiants, est le plus sûr moyen de lutter contre l'influence des bandes de la cité.

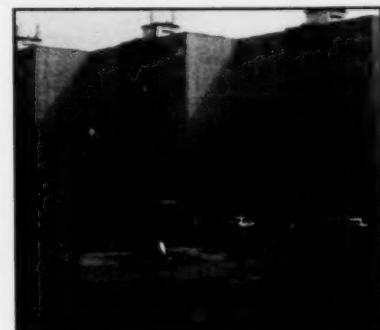
Partenariat opérationnel

Pour l'établissement d'un partenariat opérationnel à Vénissieux, le soutien du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance est déterminant.

Le Conseil est constitué notamment du maire, du Préfet Délégué pour la Sécurité et la Défense, du Procureur de la République, d'élus municipaux et de représentants de la Police nationale, des pompiers, de l'Éducation nationale, des transports en commun et des bailleurs sociaux. Il se réunit en séance plénière deux ou trois fois par an. Les actions décidées par le Conseil sont menées à bien par différents groupes d'intervention.

Ainsi, chaque lundi en matinée, un « Point Services Publics » est organisé en mairie. Cette réunion permet aux partenaires institutionnels d'échanger des informations et de chercher des solutions adaptées aux problèmes rencontrés.

Puisque la commune est particulièrement touchée par les incendies de véhicules automobiles, un suivi particulier de ce type de délit est organisé. La Police nationale peut compter sur le soutien du Procureur de la République, ce qui garantit une réponse judiciaire adaptée. De plus, les actions suivantes ont été mises en oeuvre par la municipalité et les bailleurs : repérage et enlèvement des véhicules épaves qui sont plus susceptibles d'être brûlés que les autres, et mise en place d'un dispositif de vidéosurveillance.



Creative Commons

Aux Minguettes, un ensemble de logements sociaux érigés sur un plateau de 220 hectares surplombant Vénissieux (France), les bandes de jeunes posent un problème pour les locataires et la police.

La sécurisation de lieux sensibles tels que le centre commercial des Minguettes, le marché, les gares de métro et les aires communes des immeubles s'inscrit également dans un cadre partenarial. La collaboration avec les bailleurs est particulièrement fructueuse. Les principaux bailleurs de l'agglomération se sont regroupés pour créer un service qui leur permet d'envoyer des équipes d'intervention dans les immeubles dont les parties communes sont accaparées par les bandes de jeunes.

Ainsi, le secteur le plus difficile des Minguettes a été mis en objectif pour des opérations concertées police-bailleurs. Les bailleurs convoquent les parents des jeunes à problèmes et les avertissent qu'une procédure d'expulsion sera engagée si l'adolescent persiste. Aucune procédure d'expulsion n'est allée à son terme jusqu'à présent, mais ces convocations ont permis d'isoler et d'affaiblir les meneurs enlevant de la bande les jeunes les moins déterminés.

Pour conclure, aucune administration, pas même la Police nationale, ne pourra réussir seule à régler le problème des bandes de jeunes à Vénissieux. Un véritable partenariat opérationnel est nécessaire. Le soutien de la population est également déterminant et pour cela, l'action de la police doit être expliquée. Dans ce but, le Commissariat participe à des réunions organisées par les conseils de quartier et les bailleurs. ■

Saviez-vous que . . .



L'Organisation internationale du travail (OIT) estime qu'il y a entre deux et quatre millions de victimes de la traite des personnes dans le monde.

Selon des recherches effectuées en 2006 par le Département d'État américain quelque 800 000 victimes de la traite de personnes seraient déplacées chaque année d'un pays à un autre, mais la plupart d'entre elles le sont à l'intérieur même de leur pays.

Quelque 80 % des victimes de la traite transnationale sont des femmes et des filles et jusqu'à 50 % d'entre elles sont mineures.

Les victimes se retrouvent le plus souvent dans l'industrie du sexe (32 %) ou les secteurs de la construction (17 %), du divertissement, de la danse et des bars (13 %) et de l'agriculture (12 %).

Entre 2003 et 2006, le Département d'État américain a recensé un total de 27 303 poursuites et de 13 766 condamnations au chapitre de la traite des personnes dans le monde.

Selon les Nations Unies, la traite de personnes génère annuellement quelque 32 milliards de dollars US. Seul le trafic de drogue est plus lucratif.

Un trafiquant type déplace ses victimes tous les 15 à 30 jours.

La plupart des trafiquants ont la même nationalité que leurs victimes et, en général, n'ont pas d'antécédents criminels.

Selon un rapport de la RAND Corporation et de l'association des chefs de police de l'Ohio, les enfants victimes de traite ont pour principaux clients des hommes de passage — militaires, camionneurs, travailleurs saisonniers, congressistes et touristes sexuels.

La traite des personnes — soit le recrutement, le transport, le transfert, l'hébergement ou l'accueil de personnes à des fins d'exploitation — est en hausse. Des millions de victimes dans le monde sont enrôlées, par la contrainte ou la ruse, dans la prostitution, les travaux manuels ou domestiques; certaines deviennent même des enfants soldats ou servent au trafic d'organes et les trafiquants empochent sur leur dos des gains faramineux. Voici donc quelques faits.

Selon une étude du Projet Polaris contre l'esclavage, un « pourcentage considérable » des annonces de services érotiques diffusées sur Craigslist.org concernent en fait des femmes et des enfants victimes de la traite.

Selon Scotland Yard, les Européennes de l'Est victimes de la traite sont omniprésentes dans la prostitution hors rue dans le quartier Soho de Londres.

Aux États-Unis, un salon de massage coréen de taille moyenne qui exploite des victimes de la traite peut rapporter jusqu'à 1,17 milliard de \$ par an. Un bordel rapporterait encore davantage.

Selon la GRC, quelque 600 personnes sont amenées au Canada chaque année à des fins d'exploitation sexuelle, chiffre qui monte à au moins 800 pour l'ensemble des différents marchés nationaux; 1500 à 2000 autres victimes seraient transportées du Canada vers les États-Unis.

La traite des personnes est aussi liée aux grands événements sportifs internationaux. Ainsi, les autorités grecques ont recensé une hausse de 95 % de ce type d'affaires en 2004, année où leur pays accueillait les Jeux olympiques d'été.

Selon l'OIT, les trafiquants installés dans les pays industrialisés empochent en moyenne 67 200 \$US par année sur le dos de chacune de leurs victimes contrainte au travail du sexe.

La traite des personnes n'a rien à voir avec le passage de clandestins puisque ces derniers consentent à traverser les frontières et sont généralement libres à leur arrivée dans le pays de destination.

Sources : Organisation internationale du travail : www.ilo.org; Rapport sur la traite des personnes du Département d'État américain : www.state.gov/g/tip/rts/tiprpt/; Organisation internationale des migrations : www.iom.int; Office des Nations Unies contre la drogue et le crime : www.unodc.org; National Coalition Against Domestic Violence, quelques faits sur la traite des personnes : www.ncadv.org; National Institute of Justice : www.ojp.usdoj.gov/nij/topics/crime/human-trafficking/welcome.htm; RAND Corporation : www.rand.org/pubs/monographs/MG689/; University of Rhode Island : www.uri.edu/artsci/wms/hughes/pubtrfrep.htm; Ministère de la Justice Canada : justice.gc.ca/en/ps/rs/rep/2006/rr06-3/table.html; The Future Group, « Faster, Higher, Stronger: Preventing Human Trafficking at the 2010 Olympics » : www.thefuturegroup.org



Évaluer le risque de décès dans les cas de violence conjugale

Un programme qui aide les premiers intervenants à sauver des vies

Par David M. Sargent et
Jacquelyn C. Campbell, Ph.D.,
inf. aut.

Selon une étude publiée en 2001 dans l'*American Journal of Preventive Medicine*, dans 50 % des homicides liés à la violence familiale, la police avait été appelée sur les lieux*. Seulement 4 % des personnes tuées par leur conjoint avaient eu recours à des services d'aide aux victimes de violence familiale. Pour les victimes de violence ayant séjourné dans un refuge, le taux de nouvelle agression chutait de 60 %.

En tant que services de police coordonnés, nous devons nous servir de ces statistiques comme d'une chance de sauver des vies. Dans le Maryland, nous nous sommes demandé ce que nous pouvions faire.

En 2003, le Maryland Network Against Domestic Violence (MNADV) a reçu une subvention pour la création d'un outil d'évaluation du risque de décès et un protocole connexe en vue d'évaluer le risque qu'une victime de violence conjugale soit tuée par son conjoint.

Puisque l'évaluation du risque se fait souvent dans un contexte clinique, le MNADV a pensé créer un outil destiné aux premiers intervenants, principalement des policiers. Il s'agit du Lethality Assessment Program (LAP) for First Responders (programme d'évaluation du risque de décès à l'intention des premiers intervenants).

Pour garantir le professionnalisme de la méthode, le MNADV a établi un comité d'évaluation du risque de décès composé de policiers, d'intervenants en justice pénale,

d'avocats spécialisés dans les cas de violence conjugale et de chercheurs (dont font partie les auteurs du présent article).

Le comité a élaboré un questionnaire, le Lethality Screen for First Responders, basé sur un autre document reconnu dans la profession : le Danger Assessment, qui sert à évaluer le danger dans les cas de violence familiale (www.dangerassessment.org). Onze questions simples permettent aux policiers de prévoir avec grande exactitude les risques encourus par une victime de violence conjugale, y compris son décès. Les policiers posent des questions du type : « A-t-il déjà menacé de vous tuer, ou de tuer vos enfants? », « A-t-il déjà essayé de vous étrangler? ».

Le comité, qui appuie l'idée que les victimes doivent être conscientes de l'urgence et prendre leur destin en main, a établi le protocole LAP en se basant sur l'expérience de ses membres et sur plus de 25 ans de recherches sur le sujet. Le protocole vise à encourager les victimes reconnues comme en grand danger de mourir à cause de la violence de leur conjoint à demander l'aide des services de soutien contre la violence conjugale. Le protocole encourage la planification d'urgence axée sur la défense de la victime et permet une utilisation flexible du questionnaire.

Selon le protocole, si le questionnaire permet de conclure que la victime est en grand danger, le policier appelle, du lieu même d'intervention, le numéro d'urgence local pour les victimes de violence conjugale. Habituellement, les policiers dirigeaient les victimes vers des services



d'aide,
mais celles-ci
ne téléphonai-
ent que rare-
ment.

Dans le cadre du protocole LAP, le policier compose le numéro d'ur-
gence pour
demander con-
seil et pour encourager la victime
à parler au conseiller. Le policier dit à la
victime qu'elle est en danger et qu'il
arrive que des personnes dans des situations
similaires se fassent tuer (en espérant que
cette information lui ouvre les yeux). Que la
victime choisisse de parler au conseiller ou
non, le policier peut aider à garantir sa sécu-
rité immédiate.

Si la victime décide de parler au conseiller, le policier donne suite à la conversa-
tion, par exemple en aidant la victime et le
conseiller à coordonner un plan de sécurité.

Si la victime choisit de ne pas parler au
conseiller, le policier lui suggère un plan de
sécurité et examine avec elle les signes de

Dans le cadre du protocole LAP, le policier compose le numéro d'urgence pour demander conseil et pour encourager la victime à parler au conseiller.



Si le programme est encore nouveau, on peut déjà voir des signes de son efficacité, comme les statistiques concernant les homicides liés à la violence conjugale dans le Maryland.

risque pour sa vie, pour qu'elle sache les reconnaître à l'avenir. Le policier l'encourage à communiquer avec un programme d'aide et lui donne les coordonnées de la police. Il peut aussi lui indiquer comment obtenir une ordonnance de protection.

Utiliser le questionnaire

Le comité d'évaluation du risque de décès a consacré presque une année à élaborer le questionnaire et le protocole et à les tester sur le terrain, dans trois circonscriptions. Le principal objectif des tests était de déterminer si les deux outils étaient faciles à utiliser pour les policiers. À 84 %, ils ont répondu que c'était facile ou assez facile et à 50 %, ils ont dit que les outils les rendaient plus sûrs d'eux.

Le comité a ensuite passé un an à collecter des données, à tenir des ateliers régionaux pour expliquer le LAP, à recueillir les commentaires, à modifier le questionnaire et à produire une vidéo de formation pour les policiers.

Le MNADV coordonne maintenant le LAP et offre un programme de formation des formateurs aux services de police. Il offre également une formation en cours d'emploi aux intervenants des services d'aide participants. On demande à chaque service ou programme qui met en œuvre le LAP s'il accepte de recueillir les données du questionnaire et de les communiquer au MNADV une fois par trimestre. Jusqu'à présent, tous ont accepté. Le MNADV prépare ensuite des rapports (trimestriels et annuels), des commentaires et des recommandations à l'intention des participants.

Chaque service ou programme d'aide participant nomme un responsable de l'évaluation du risque de décès, qui communique avec le coordinateur du MNADV et

les responsables des autres services et programmes. Tous les responsables font partie du comité d'évaluation du risque de décès. Ils se réunissent une fois l'an et communiquent fréquemment par courriel.

En octobre 2005, quatre services de police et deux services d'aide ont décidé de mettre en œuvre le LAP dans 2 des 24 territoires de compétences du Maryland. Maintenant, ce sont 66 services de police (dont la Maryland State Police) participant à 19 programmes de lutte contre la violence familiale dans 21 territoires de compétence qui ont mis en place le LAP, l'ont testé, ont reçu la formation ou se sont engagés à aller de l'avant.

Si le programme est encore nouveau, on peut déjà voir des signes de son efficacité, comme les statistiques concernant les homicides liés à la violence conjugale dans le Maryland. Pour 2006 et 2007, le MNADV rapporte les chiffres suivants :

- Les services participants ont utilisé le questionnaire 5 143 fois pour une population totale de 1,7 million.
- Dans 57 % des cas où le questionnaire a été utilisé, la victime était en grand danger. Dans les circonscriptions participantes, quand un policier ou un représentant d'un programme d'aide rendait visite à l'improviste aux victimes en grand danger, près de 58 % d'entre elles avaient ensuite recours aux services.
- 54 % des victimes en grand danger ont accepté de parler au téléphone avec un conseiller.
- 27 % des victimes ayant parlé au téléphone ont par la suite demandé de l'aide.
- Dans un cas où l'on avait utilisé le questionnaire, la victime a été tuée.
- En 2007, le nombre de décès résultant de violence conjugale au Maryland a été le plus bas depuis 1991.

Selon Neil Websdale, Ph.D., de la National Domestic Violence Fatality Review Initiative, les outils tels que le LAP peuvent avoir de nombreux effets, comme la sensibilisation des victimes et des services de police au danger et au risque de mourir que courent les victimes, une meilleure prise en compte des interventions proactives, la for-



mation des intervenants, la chance pour les victimes de voir leur situation différemment et l'amélioration de la coordination, de la communication et de la coopération.

Sur tous ces plans, l'expérience du Maryland a porté des fruits. Les services participants ont connu un succès constant, ont reçu de nombreuses questions de l'extérieur de l'État et ont attiré l'attention des médias et des professionnels du domaine de la lutte contre la violence conjugale. Le Maryland a élaboré un programme qui a eu une influence sur la vie des victimes de violence conjugale et qui a donné aux services d'aide les moyens de répondre efficacement à la question lancinante : « Que pouvons-nous faire? » ■

Pour plus d'information sur le LAP, consultez le site Web du MNADV : www.mnadv.org.

* J. Campbell et al., Missed opportunities for prevention of femicide by health care providers, *Preventive Medicine*, 2001, 33:373-380.

David Sargent a travaillé pendant 21 ans pour le Metropolitan Police Department de Washington, D.C. et a donné des cours sur la violence familiale à plus de 7 300 policiers du District fédéral de Columbia, du Delaware, de Pennsylvanie, de Virginie et du Maryland.

Jacquelyn Campbell, BSN, MSN et Ph.D., est professeure à la Johns Hopkins University School of Nursing et partage une chaire à la Bloomberg School of Public Health. Depuis 1980, elle travaille à la défense, à l'élaboration de politiques et à la recherche dans le domaine de la violence familiale et des écarts de santé après un traumatisme.



Premier arrivé sur les lieux

Quelques conseils pour préserver les indices matériels

Cap. Pat Gould
Spécialiste en identité judiciaire
GRC de Moncton

Un policier est appelé à intervenir en divers lieux de crime, allant d'une simple introduction par effraction à des homicides complexes. Parce qu'il arrive en premier sur les lieux, son approche et ses gestes subséquents peuvent faire toute la différence entre une condamnation et un acquittement. Le présent article fournit quelques directives à l'intention des policiers premiers intervenants quant aux mesures à prendre sur les lieux de crime en vue d'éviter de perdre ou de détruire des indices, ou de voir ces éléments de preuve jugés inadmissibles en cour.

Commencer par le début

Lorsqu'on vous signale un lieu de crime, veillez à consigner toutes les informations pertinentes, notamment sur l'appelant et ses paroles; la date, l'heure et les condi-

Empreintes digitales relevées sur du verre brisé



tions météorologiques; les circonstances de la plainte et le lieu de l'incident. Ces notes vous seront utiles pour préparer votre intervention.

Une fois sur les lieux, consigner l'heure, la date, l'endroit, les personnes présentes, les conditions météorologiques et toute autre donnée pertinente à partir de vos constatations. Vos notes détaillées seront utiles pour les enquêteurs et les spécialistes en identité judiciaire, entre autres, ainsi que pour la rédaction de rapports et les témoignages au tribunal.

En vous approchant du lieu de crime, observez les moindres détails de ce qui vous entoure. Par exemple, notez si l'allée menant à la résidence est revêtue, en terre ou recouverte de neige. Prenez soin de ne pas oblitérer les empreintes de pneus ou de pas qui pourraient s'y trouver. Notez les conditions ambiantes : le vent pourrait avoir refermé une porte ou poussé des indices matériels sur le terrain voisin.

Il est particulièrement important d'effectuer un examen visuel préliminaire de l'extérieur des lieux de crime, car on peut ainsi découvrir divers types d'indices, comme des empreintes de pas ou de pneus, des mégots ou des outils.

Restreindre l'accès aux lieux de crime

D'ici à l'examen par un spécialiste en identité judiciaire, limitez l'accès au lieu de crime au personnel essentiel afin d'assurer la sécurité du policier et de la population. Au moment de pénétrer dans les lieux, tâchez de déterminer la voie de contamination, c'est-à-dire le chemin emprunté par le délinquant pour entrer et sortir du lieu de crime. Cela fait, évitez de passer par là pour

ne pas détruire ou contaminer les indices. S'il faut établir un périmètre, bouchez une zone assez grande pour ne pas perdre d'indices, et n'autorisez que le personnel essentiel à y entrer.

Afin de déceler la voie de contamination une fois les lieux protégés, le premier policier sur les lieux peut assombrir la pièce et utiliser le faisceau lumineux oblique ou tangentiel (angle de 45 degrés ou moins) d'une lampe de poche pour chercher d'éventuelles empreintes de pas. Ces empreintes doivent être protégées jusqu'à l'arrivée du spécialiste en identité judiciaire (SIJ), qui examinera et traitera les indices.

Pour un SIJ, la voie de pénétration offre généralement les meilleurs indices matériels, comme des empreintes digitales, des cheveux, des fibres, des traces d'ADN, des empreintes de pas ou des marques d'outils. Delimitez la voie de pénétration et évitez de l'utiliser tant que le SIJ ne l'aura pas examinée.

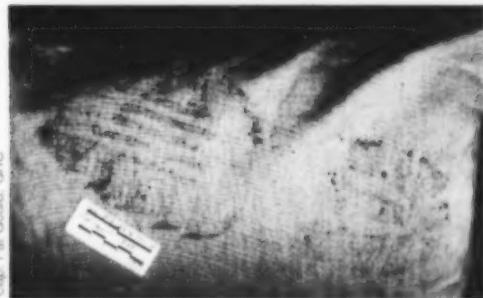
Si le propriétaire des lieux est disponible, demandez-lui quand les fenêtres et le plancher entourant la voie de pénétration ont été lavés pour la dernière fois. Cette information très importante permet d'établir un cadre chronologique pour les traces de pas ou les empreintes digitales. Demandez-lui aussi si des objets ont été déplacés ou volés.

Protéger les indices matériels

Tous les indices que vous voyez doivent être protégés des conditions ambiantes, comme la pluie, la neige ou le soleil, et gardés intacts jusqu'à ce que le SIJ les ait photographiées et examinées.

Lorsque les conditions météorologiques sont défavorables, la meilleure chose à faire

Il est particulièrement important d'effectuer un examen visuel préliminaire de l'extérieur des lieux de crime, car on peut ainsi découvrir divers types d'indices, comme des empreintes de pas ou de pneus, des mégots ou des outils.



Cap. Pat Gould, GRC

Empreinte de soulier laissée sur un coussin près de l'entrée.

est de recouvrir l'indice d'un objet propre, comme une boîte de carton. Ce genre de protection pourrait toutefois ne pas fonctionner pour des empreintes de pas ou de pneus laissées dans la neige. Si le soleil tape, une boîte recouvrant des empreintes laissées dans la neige pourrait accumuler trop de chaleur et faire fondre l'indice. Efforcez-vous donc plutôt de lui faire de l'ombre. En cas de boue ou de pluie, recouvrez les empreintes de pas ou de pneu et tentez de limiter l'écoulement d'eau sur l'indice.

A moins de nécessité absolue, évitez de manipuler les indices. Si un morceau de verre brisé contenant une éventuelle tache de sang est exposé à la pluie ou à la neige, vous pourriez n'avoir d'autre choix que de le déplacer, puisqu'il pourrait s'agir du seul lien avec l'auteur du crime. Enfilez des gants de protection avant de manipuler des pièces à conviction et avisez toujours le SIJ de vos gestes à son arrivée sur les lieux.

Ne laissez personne manger, boire ou fumer sur les lieux de crime.

Éviter la contamination

Par contamination, on entend la modifica-

Certaines surfaces, comme le papier et le métal poli, facilitent le prélèvement d'empreintes. Des empreintes ont été prélevées sur la surface extérieure d'une portière d'automobile.



Cap. Pat Gould

tion des lieux ou d'un indice survenant avant la consignation et la collecte des indices. Un lieu de crime peut être contaminé de plusieurs manières. Le ou les auteurs du crime peuvent se déplacer ou toucher ou bouger des objets. Des témoins, des ambulanciers ou d'autres civils peuvent également perturber les lieux. Les policiers qui pénètrent dans les lieux de crime et en restreignent l'accès peuvent aussi les contaminer.

Les enquêteurs qui quittent les lieux de crime pour s'occuper d'un suspect, puis retournent sur les lieux peuvent y apporter par inadvertance des indices ou des éléments qui pourraient être perçus comme tels et ainsi fausser l'interprétation des lieux. De même, les indices se trouvant sur les lieux de crime peuvent être transférés à un véhicule de police ou à une salle d'entrevues. C'est pourquoi l'enquêteur responsable des lieux ne devrait pas être le même que celui qui s'occupe des suspects.

Les indices comme les cheveux et les fibres peuvent aussi être transférés d'une personne à l'autre lorsque les policiers utilisent la même cellule pour plusieurs suspects ou le même véhicule pour transporter des prisonniers ou des témoins. Bien que ces situations soient parfois inévitables, il est important de montrer à la cour que toutes les précautions raisonnables ont été prises. La contamination croisée est très improbable, mais un avocat de la défense pourrait tenter de prouver le contraire.

Relever les empreintes digitales

Les policiers doivent généralement savoir quels genres de surface permettent de relever des empreintes digitales. Le verre, les sacs en plastique, le papier et les métaux polis sont généralement de bonnes surfaces. Le relevé d'empreintes digitales sur des surfaces rugueuses ou souillées a des limites, mais les SIJ pourraient recourir à d'autres techniques.

Consultez le SIJ avant de décider si un objet ou une surface pourrait ou non contenir des empreintes.

Les policiers doivent généralement savoir quels genres de surface permettent de relever des empreintes digitales.

Saisir les indices matériels

Si l'enquêteur détermine que la présence d'un SIJ n'est pas requise sur les lieux de crime, il peut saisir des objets aux fins d'examen ultérieur. Lorsque vous saisissez des indices, il est très important de porter des gants de protection adéquats et de manipuler les pièces à conviction par les coins en les touchant le moins possible. Prenez des notes détaillées sur chaque pièce saisie et veillez à consigner la date, l'heure et le lieu de la saisie, le numéro de dossier et les initiales du membre effectuant la saisie.

Rangez les pièces à conviction saisies de façon à éviter tout frottement ou l'éventuelle destruction d'empreintes digitales ou d'ADN. Par exemple, évitez de placer une bouteille pouvant contenir des empreintes digitales dans un sac en plastique.

Lorsque vous saisissez des pièces à conviction mouillées (à l'exception des débris d'un feu), séchez-les immédiatement à l'air libre dans un endroit protégé, afin d'éviter l'apparition de moisissures. Cela vaut aussi pour les vêtements et les souliers. Si vous devez saisir les vêtements et les souliers que porte un suspect et que le SIJ ne se rend pas sur les lieux, photographiez le suspect avant qu'il ne retire les vêtements et les souliers. Consignez ensuite toute altération des pièces à conviction, comme un écoulement, un suintement ou l'apparition de moisissures.

En respectant ces directives, les policiers peuvent éviter de détruire des indices et limiter la contamination des lieux, et ainsi mettre toutes les chances de leur côté. ■

Avec le concours du Service du soutien opérationnel à l'identité judiciaire de la GRC



Récentes études policières

Voici des extraits d'études récentes dans le domaine de la justice et de l'application de la loi. Pour en consulter la version intégrale, veuillez visiter le site indiqué à la fin de chaque résumé.

Making sense of partnerships: a study of police and public housing department collaboration for tackling drug and related problems on public housing estates.

Par Keith Jacobs et coll.
pour le National Drug
Law Enforcement Research
Fund (Australia)

Ce projet vise à étudier les partenariats entre les services de police et les services du logement en vue d'aborder les enjeux liés aux drogues et au comportement antisociaux (CA) dans trois ensembles de logements sociaux australiens.

L'étude repose sur deux grandes prémisses : d'abord, que les comportements antisociaux (par exemple le vandalisme, le fait de jeter des ordures, les délits mineurs, l'intimidation et la contravention aux règlements sur le bruit) ainsi que la consommation de drogues sont souvent liés; ensuite, si les partenariats sont cités par les organismes gouvernementaux comme modèle pour aborder des problèmes complexes en matière de politique, il n'existe encore aucune étude empirique nationale sur l'expérience concrète des intervenants clés de la police et des services du logement à cet égard.

L'étude s'est étalée sur deux ans. Les résultats montrent que les partenariats de la police et des services du logement pour résoudre les problèmes liés à la drogue sont vus de façon positive (en théorie) par les deux intervenants. Toutefois, un éventail de facteurs peuvent miner les partenariats, notamment le manque de temps, le roulement de personnel, l'absence d'une définition du problème et les perspectives conflictuelles des différents services quant aux modes d'intervention pertinents.

Dans les trois localités, la signature des protocoles d'entente sur un partenariat entre la police et les services du logement a donné des résultats nuancés. Sur le plan positif, les partenariats ont favorisé les possibilités de réseautage et donné lieu à la mise en commun d'information sur les préoccupations communes et à un soutien continu aux démarches en place, dont le programme de policier du voisinage et de nouvelles initiatives comme une vérification des programmes de sensibilisation à la drogue et à l'alcool dans les écoles. Si rien ne prouve de façon concrète que ces collaborations ont eu un impact sur la réduction du crime et de l'activité liée aux drogues, elles s'inscrivent néanmoins dans un éventail d'interventions, dont les programmes de renouveau matériel et de mise en valeur des atouts de la collectivité, qui ont amélioré la situation des résidents.

Il est important de souligner que l'efficacité des partenariats a des limites. Les problèmes de la consommation de drogues et les comportements antisociaux dans les ensembles de logements sociaux sont, dans une certaine mesure, symptomatiques de problèmes plus profonds, comme la pauvreté et l'exclusion sociale.

Les partenariats sont le plus efficaces lorsqu'on aborde les racines du problème dans le contexte d'une stratégie de gestion du quartier. On trouvera en annexe du rapport un guide des pratiques exemplaires concernant les enjeux abordés dans l'étude.

Pour consulter le rapport intégral (monographie série no 26), visiter le site : www.ndlerf.gov.au/pub.php

L'évolution de la délinquance déclarée par la police chez les jeunes Canadiens nés en 1987 et en 1990

par Peter J. Carrington pour
Statistique Canada

Le présent rapport traite de l'évolution, pen-



dant l'enfance et l'adolescence, de l'activité criminelle consignée pour deux cohortes de Canadiens, soit ceux nés en 1987 et en 1990. Les données sont tirées des cycles du Programme de déclaration uniforme de la criminalité fondé sur l'affaire (DUC 2) qui ont été menés de 1995 à 2005. Au cours de cette période, les services de police de six provinces, qui assuraient des services de maintien de l'ordre à environ la moitié de la population du Canada, ont fourni des données sur la criminalité et sur les auteurs présumés dans le cadre du Programme DUC 2. Il s'agit de la première étude à grande échelle qui porte sur l'évolution de la délinquance au Canada et qui est fondée sur des données déclarées par la police.

Les résultats vont généralement dans le même sens que les conclusions de recherches semblables effectuées dans d'autres pays ainsi que de recherches canadiennes antérieures fondées sur les données des tribunaux. Les infractions consignées par la police sont assez courantes chez les adolescents canadiens. Selon les dossiers, la police a inscrit comme auteurs présumés dans une affaire criminelle un peu moins du cinquième des membres de la cohorte de naissance de 1987 — soit le quart des garçons et le huitième des filles — avant qu'ils aient atteint leur 18e anniversaire. Cependant, ceux-ci n'avaient pas tous été inculpés officiellement. Dans le cadre de la recherche, on a suivi des enfants nés en 1990 à partir de leur 5e anniversaire, et on a constaté que très peu d'enfants de moins de 12 ans figuraient dans les dossiers de la police à titre d'auteurs présumés.

Le nombre d'enfants et de jeunes



Le nombre d'enfants et de jeunes impliqués dans des crimes consignés augmentait avec chaque année d'âge, passant de très peu d'enfants de 5 ans à un sommet de 1 adolescent sur 17 à l'âge de 16 ans.

impliqués dans des crimes consignés augmentait avec chaque année d'âge, passant de très peu d'enfants de 5 ans à un sommet de 1 adolescent sur 17 à l'âge de 16 ans. Le nombre annuel moyen d'affaires consignées par auteur présumé progressait également en fonction de l'âge, mais non de façon aussi spectaculaire que le nombre d'auteurs présumés dans la population.

La plupart des enfants et des adolescents avaient commis très peu d'infractions consignées, celles-ci étant surtout des crimes moins graves : vol mineur et autres infractions mineures contre les biens, et voies de fait simples. La majorité des auteurs présumés nés en 1987 n'avaient perpétré qu'une seule infraction consignée avant leur 18e anniversaire. Une minorité d'entre eux (10 %) avaient à leur actif 5 infractions consignées ou plus; ces multirécidivistes affichaient en moyenne 11 infractions chacun et, ensemble, ils étaient responsables de près de la moitié (46 %) de tous les crimes consignés imputés à des membres de la cohorte. Il y a peu d'indications que les auteurs présumés visés par l'étude étaient spécialisés dans un type de crime et, dans la majorité des cas où il y avait spécialisation, il s'agissait d'infractions contre les biens. Rien ne laisse entendre que les auteurs présumés avaient tendance à commettre progressivement des crimes de plus en plus graves.

Il est difficile de tirer des conclusions concernant la durée des carrières délinquantes et criminelles de cette population, car on ne dispose pas d'information sur ces carrières après le 18e anniversaire. On ignore donc si la carrière délinquante s'est poursuivie et est devenue une carrière criminelle à l'âge adulte.

Pour consulter la version intégrale du rapport (no de catalogue 85-561-MIF2007009), visiter le site : www.statcan.ca/bsolc/francais/bsolc?catno=85-561-MWF2007009

The ecosystem for organized crime

par Marcus Felson
Rutgers University

L'étude intellectuelle du crime organisé pose au moins quatre grands écueils : a) la difficulté d'effectuer une analyse globale tout en composant avec les exigences de la poursuite, b) la difficulté de comprendre la diversité de la collaboration criminelle, c) le fait de sous-estimer dans quelle mesure la collaboration criminelle intervient dans des activités légitimes et d) le fait de surestimer le degré de planification et de complexité nécessaire pour que joue la symbiose entre contrevenants.

La présente étude s'inspire des sciences de la vie pour analyser avec précision la collaboration criminelle dans toute sa diversité. Ce faisant, l'auteur établit 12 principes pour mieux comprendre l'écheveau des partenariats criminels. Il fait la distinction entre les aspects public, semi-public, semi-privé et privé de la collaboration, et souligne la dépendance du crime organisé sur les lacunes de la gestion de l'espace public.

La version télévisée du crime organisé montre des gens hautement organisés en complet-cravate en réunion autour d'une table, exerçant une coordination étroite dans de vastes secteurs avec force ingéniosité. Mais les spécialistes nous ont longtemps mis en garde : la version télévisée du crime organisé est essentiellement trompeuse — la majeure partie du crime organisé existe sur une échelle beaucoup plus petite et est bien moins coordonnée.

L'entrecroisement de nombreux crimes traduit une forte interdépendance. Les vols mineurs mènent au recel de biens volés, qui rapporte au voleur l'argent nécessaire pour acheter de petites quantités de drogues, ce qui mène au trafic à petite échelle pour ensuite alimenter un trafic d'envergure.

Cette enchaînement de crimes expose chacun de ceux-ci à un environnement plus

vaste, sans lequel il ne peut prospérer.

Ces notions me mènent à formuler un ensemble inédit de recommandations pour la compréhension, voire la répression du crime organisé dans la société :

- Cibler les actes, et non le groupe qui en est l'auteur.
- Répartir les crimes organisés et coopératifs en catégories spécifiques.
- Examiner la grande variété de collaborations et d'organisations criminelles.
- Présumer un degré minime de complexité coopérative; de tels crimes sont rarement ingénieux.
- Ne pas traquer l'argent, mais les transactions matérielles.
- Ne pas chercher de mystérieux secrets; viser les aspects évidents ou quasi-évidents.
- Chercher à savoir comment un crime dépend d'un autre.
- Déterminer comment le crime tire profit d'activités légitimes et marginales.
- Dégager la séquence d'événements qui sous-tend la collaboration criminelle.
- Perturber cette séquence, prendre contact avec le client, déterminer le modus operandi.
- Ne pas cibler les dirigeants; suivre et réprimer les possibilités à petite échelle.
- Effectuer de la prévention situationnelle afin de réduire les possibilités de crime qui alimentent le crime organisé, directement et indirectement.

Il n'est pas aisément de déterminer les interdépendances entre différents genres de crime, et de distinguer entre activités criminelles et légitimes. Cela dit, toute initiative en ce sens s'avère de plus en plus utile pour déterminer la façon de réprimer les activités du crime organisé. Par exemple, les autorités canadiennes ont vite réalisé que les installations de culture de la marijuana dépendent de vastes quantités d'électricité, ce qui trahit leur emplacement et fournit un levier réglementaire pour les démanteler.

Pour consulter la version intégrale du rapport, (document de travail HEUNI no 26), visiter le site :
www.heuni.fi/12542.htm



Opération Sabot

L'excellence de la coopération interorganismes

Par John Price

Les Forces canadiennes ont créé en 2006 Commandement Canada, un point de liaison unique à l'appui des organismes d'application de la loi et des autorités civiles. Il coordonne également le soutien aux Forces canadiennes dans d'autres secteurs (surveillance, patrouilles d'affirmation de la souveraineté et grands événements publics) et travaille en partenariat avec d'autres ministères et organismes fédéraux. En 2007, Commandement Canada a appuyé la GRC en lui offrant de l'équipement et des ressources pour les opérations antidrogue ci-dessous.

Un partenariat efficace assure le succès d'une mission. Depuis huit ans, le cap. Jean-Louis Rompré de la GRC participe aux missions d'éradication de la drogue de l'Opération Sabot à bord des hélicoptères Griffon des Forces canadiennes.

L'Opération Sabot est la désignation des Forces canadiennes pour son soutien

aux opérations d'éradication de la marijuana dirigées par la GRC au Canada.

En tant que membre de la Section antidrogue, le cap. Rompré a pour tâche de guider, depuis les airs, les équipes au sol de la GRC et de la police locale pendant les opérations.

Ancien matelot de la Marine canadienne, le cap. Rompré a l'expérience de l'armée. Le cap. Rompré a un grand respect pour les équipages de la Force aérienne avec lesquels il a travaillé.

« On peut leur demander n'importe quoi; ils sont prêts à pousser au maximum leur appareil et leur équipage pour que le travail soit fait », dit-il.

« Certains ont participé à des missions à l'étranger et ont beaucoup à raconter, affirme le cap. Rompré. Ils peuvent s'adapter à toute situation : longues heures de travail, être dans les buissons, bris mécaniques. »

L'Opération Sabot a commencé en 1989 et a entraîné de nombreuses arrestations et saisies de biens. Au cours des qua-

tre dernières années, plus de 100 000 plantes de cannabis ont été détruites.

Cette opération est un bon exemple de la collaboration interorganismes en matière de sécurité, de plus en plus répandue au Canada.

« Lorsque nous atterrisonnons ou traversons dans de petites collectivités, la population locale est toujours surprise de constater que la GRC, la police locale et l'armée peuvent collaborer pour changer les choses dans leur petite ville », ajoute le cap. Rompré.

« Nous allons au restaurant et l'accueil est toujours chaleureux. On nous dit : "Nous n'aurions jamais cru que vous formeriez une équipe pour venir ici et régler ce problème." »

Cette attitude positive face à la mission et la démarche interorganismes est la même chez les membres des Forces canadiennes participant à l'Opération Sabot.

« Quel bon sentiment que de se rendre sur place, de trouver et d'éliminer le cannabis. Nous faisons ce que nous sommes censés faire », a affirmé le capitaine Frank Tos des Forces canadiennes, pilote des hélicoptères Griffon pendant les missions d'éradication.

Ces missions nécessitent un travail



Un membre de la GRC se prépare à une descente à partir d'un hélicoptère Sea King des Forces canadiennes afin d'enquêter sur une culture possible de cannabis.

GRC



d'équipe. Or, intégrer deux équipes n'est pas facile, même si elles sont composées de professionnels qualifiés qui travaillent ensemble régulièrement. Les deux organismes ont dû s'adapter au fonctionnement de l'autre.

« Dans l'armée, tout le monde connaît le fonctionnement et les attentes, ajoute le capitaine Tos. Quand nous travaillons avec un organisme partenaire, même s'il s'agit de la GRC, nous devons être très précis sur ce que nous voulons et ce que nous faisons. »

Le capitaine Tos croit que la préparation est la clé du succès.

« Communiquez à l'avance avec qui vous travaillerez, dit-il. Le pire scénario est de ne pas toujours avoir décidé ce que l'on veut faire pendant la journée alors que le jour est bien avancé »

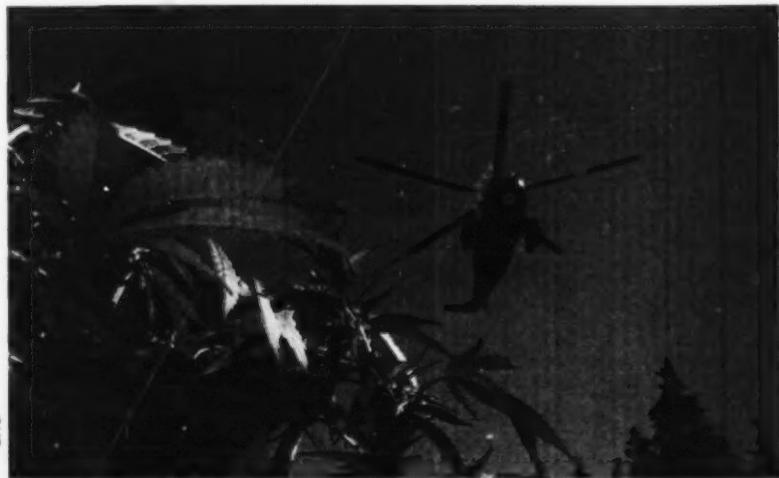
Le cap. Rompré a appris à planifier ses opérations le plus à l'avance possible et à exploiter les compétences qu'offre l'armée.

« Cette année, le pilote a discuté avec notre équipe et a établi un plan pour s'assurer que tout le monde se rende aux sites avant la noirceur », affirme le cap. Rompré.

« Cette coopération, malgré le temps pluvieux et brumeux, nous a permis d'arracher 8 000 plants des marécages », ajoute-t-il.

Le capitaine Terry Wong des Forces canadiennes est émerveillé de la capacité de ses collègues de la GRC à identifier des

GRC



Une patrouille en hélicoptère Sea King des Forces canadiennes à la recherche de plants de cannabis.

objets au sol à partir des airs. « Ils sont d'excellents observateurs. C'est comme avoir un GPS humain à bord. »

« Nombre de policiers sont vraiment enthousiastes, affirme le capitaine Tos. Si tout le monde est concentré sur un même but, l'expérience peut être des plus agréables. »

« Plus on passe de temps dans les airs, plus on peut trouver de plantes. » souligne le cap. Rompré, qui a pu constater de lui-même les avantages qu'offre le soutien des Forces canadiennes.

Le personnel des Forces canadiennes aussi voit des avantages directs.

« Une grande partie de notre entraînement se fait dans des conditions prévues et sur un circuit préétabli, mais de pouvoir voler avec la GRC dans des conditions où le temps et les équipages changent, c'est excellent », affirme le capitaine Wong.

« Le travail à basse altitude et le vol stationnaire nous permettent de nous perfectionner et peuvent nous préparer pour tout type de mission qui pourrait nous être confiée à l'avenir, » ajoute-t-il.

Les procédures et les pouvoirs liés à la coordination du soutien des Forces canadiennes aux opérations antidrogue dirigées par la GRC sont bien décrits dans un protocole d'entente (PE) entre les deux organismes.

Conformément au PE, le commissaire adjoint des Opérations fédérales et inter-

nationales de la GRC peut demander l'appui du commandant de Commandement Canada.

« Le PE prévoit une intervention rapide et efficace des Forces canadiennes aux demandes de la GRC », affirme le major John Preston, l'un des deux officiers de liaison des Forces canadiennes détachés à la Direction générale de la GRC, à Ottawa.

Commandement Canada, dont le siège est également à Ottawa, charge ses six groupes de travail conjoints régionaux d'appuyer les divisions de la GRC responsables d'opérations antidrogue particulières.

« Quand la GRC demande de l'aide, Commandement Canada n'hésite pas à intervenir », affirme le major Preston.

Au sol comme dans les airs, cette collaboration semble donner de bons résultats.

« Ce qui m'a le plus surpris a été de voir à quel point il était facile de travailler avec eux, de dire le capitaine Wong. La collaboration allait de soi. »

« C'est plus qu'un simple partenariat, souligne le cap. Rompré. Une amitié s'est développée. Je me sens vraiment comme un membre de leur famille et ils se sentent comme des membres de la GRC. » ■

John Price est pigiste et demeure à Ottawa.



Lorsque nous atterrisonnons ou travaillons dans de petites collectivités, la population locale est toujours surprise de constater que la GRC, la police locale et l'armée peuvent collaborer pour changer les choses dans leur petite ville.

Jean-Louis Rompré



Réduction de la criminalité chez les jeunes par l'intervention et la déjudiciarisation

Par Louise Logue

Groupe national de déjudiciarisation et d'intervention auprès des jeunes

En 1994, la section de la jeunesse du Service de police d'Ottawa (SPO) a pris des mesures pour écarter les jeunes contrevenants du système officiel de justice pénale. Une petite équipe du SPO a commencé à consolider les partenariats avec les organismes au service de la jeunesse à Ottawa, permettant ainsi aux policiers d'envisager la déjudiciarisation plutôt que des accusations au pénal pour les jeunes contrevenants se livrant à des activités criminelles mineures telles que le vandalisme ou des voies de fait mineures.

En 2006, ces mesures ont abouti au lancement du Ottawa Community Youth Diversion Program (OCYDP), un programme communautaire de déjudiciarisation pour les jeunes d'Ottawa. Ce programme donne aux policiers les outils nécessaires pour déterminer si un jeune contrevenant présente un risque faible ou moyen de récidive. Les policiers dirigent les jeunes à risque vers une équipe d'intervenants qualifiés des services communautaires à la jeunesse qui, à leur tour, aiguillent les jeunes vers les ressources communautaires les plus aptes à corriger leur comportement criminel.

Analyse du risque

En 2002, la section de la jeunesse du SPO a établi un partenariat avec Robert Hoge, Ph.D., professeur de l'Université Carleton et grand spécialiste en psychologie criminelle. Ce partenariat a entraîné la création d'un « outil d'analyse du risque » validé et normalisé qui aide les policiers à déterminer le risque de récidive des jeunes contrevenants.

L'outil d'analyse aide les policiers à déceler et à évaluer certains facteurs de risque, tels que l'abus de substances intoxiquantes, les mauvaises fréquentations et les attitudes propices à un comportement cri-

minel. Bien que l'outil permette de mettre en évidence le besoin en services de déjudiciarisation pour un jeune contrevenant, il ne vise pas à remplacer la discrétion ni le jugement professionnel d'un policier dans le processus décisionnel.

Intervention et déjudiciarisation

Vers 2005, la Section de l'intervention auprès des jeunes et de leur déjudiciarisation du SPO a intégré l'outil d'analyse du risque à un vaste modèle opérationnel visant la déjudiciarisation efficace des jeunes contrevenants. Ce « modèle de déjudiciarisation communautaire » constitue maintenant la base de l'OCYDP, financé par le ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse de l'Ontario et géré par le Club des garçons et filles d'Ottawa.

Dans le cadre de l'OCYDP, un agent désigné de l'intervention auprès des jeunes et de leur déjudiciarisation du SPO examine les dossiers des jeunes contrevenants. À sa discrétion et à l'aide de l'outil d'analyse, il dirige les jeunes à risque vers l'équipe de l'OCYDP. Dans ces cas d'orientation « avant la mise en accusation » (avant toute judiciarisation), le jeune contrevenant doit reconnaître sa responsabilité dans l'incident criminel et cosigner une formule d'orientation volontaire avec son gardien. Les procureurs de la Couronne peuvent également aiguiller des jeunes contrevenants vers l'OCYDP « après l'accusation » (après que des accusations ont été portées au tribunal).

Lorsque l'équipe de l'OCYDP est saisie d'un dossier, elle l'examine puis rencontre le jeune contrevenant et son gardien, procède à une évaluation normalisée et valide du risque et des besoins, et établit un plan d'action personnalisé pour le jeune en question (et sa famille, si nécessaire). Le jeune contrevenant est dirigé vers l'un des 30 organismes communautaires participants pour qu'il obtienne les services d'intervention qui correspondent le mieux aux facteurs de risque soulevés. Il peut s'agir de counseling en alcoolisme,

en toxicomanie ou en maîtrise de la colère, d'activités récréatives, de médiation entre la victime et le délinquant ou de travaux communautaires.

Le plan d'action comprend également des mesures pour réparer les dommages causés par l'incident (par exemple, par le service communautaire, une excuse à la victime ou un dédommagement). Étant donné que le programme permet de relever les facteurs de risque d'une personne et d'y voir rapidement, efficacement et d'une manière appropriée, il réduit le risque de récidive.

Regard vers l'avenir

En date du 23 février 2008, 398 jeunes avaient été dirigés vers l'équipe de l'OCYDP, de ce nombre, 238 ont été orientés avant leur mise en accusation et 104 après le dépôt des accusations. Du premier groupe, 79 % ont réussi le programme de déjudiciarisation, contre 71 % pour le deuxième groupe. Les partenaires de l'OCYDP étudient actuellement le taux de récidive chez les finissants du programme et cherchent à obtenir des fonds additionnels pour venir en aide à près de 1 200 jeunes à Ottawa qui pourraient tirer profit du programme chaque année.

S'inspirant de l'expérience du SPO, l'insp. Rick Shaw des Services nationaux de prévention criminelle de la GRC dirige l'établissement d'un modèle communautaire de déjudiciarisation pour la GRC qui sera utile pour toute collectivité, dans tout détachement ou toute division de la GRC désirant participer à une déjudiciarisation efficace. ■

Louise Logue, infirmière autorisée, a été embauchée par le SPO en 1994 pour aider à l'élaboration d'une stratégie d'intervention auprès des jeunes et de leur déjudiciarisation propre à une collectivité. Depuis, elle a été détachée aux Services nationaux de prévention criminelle de la GRC pour contribuer à l'élaboration d'une stratégie semblable de portée nationale.